

RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

25 PROJETS

8 PAYS

1 AN D' ACTIONS





Au travers de notre projet associatif, nous affirmons notre confiance en l'être humain et en sa capacité à agir individuellement et collectivement pour construire un avenir commun respectueux de la dignité humaine et de l'environnement. Les actions menées tout au long de l'année 2023 s'y inscrivent, que cet «Essentiel» vous permettra de découvrir.

L'engagement de l'association dans la transition écologique avait été voté fin 2022 en Conseil d'Administration : ses premiers éléments de concrétisation ont été la réalisation d'un bilan carbone en France et au Tchad. Des débats qui ont suivi, il faut retenir l'interpellation de nos collègues tchadiens : les pays du Sud prennent de plein fouet les graves conséquences d'un changement climatique dont les pays du Nord, par leur mode de vie, leur appétit de croissance sans fin, voire pour certains leur déni, sont responsables.

La résilience de ces communautés au Sud, leurs réflexions et leurs actions pour que leurs pays restent vivables, sont remarquables. Par exemple, soulignons la mobilisation des acteurs locaux dans le programme Resisterre (Tchad, Sénégal, Burkina Faso) pour trouver des réponses viables, possibles, nécessaires, à mettre en œuvre par eux-mêmes.

Dans toutes nos équipes et tous nos projets, cette préoccupation infuse : permettre à chacune et chacun de porter collectivement des réponses appropriées au dérèglement climatique et aux conséquences humaines, économiques et sociales induites. Plus que jamais, les plaidoyers pour un changement de paradigme doivent s'intensifier et plus que jamais, des solutions locales adaptées sont à construire et à porter par les populations concernées, avec notre accompagnement.

Nous sommes une association française de solidarité internationale, nous avons à renforcer aussi nos prises de position, notre témoignage et ceux de nos partenaires pour dénoncer des situations inacceptables et être force de proposition dans des démarches innovantes, en adéquation avec les demandes et besoins des communautés locales.

Dans ce monde instable où les migrations liées à la pauvreté, au dérèglement climatique, aux guerres ne peuvent qu'augmenter, où la tendance est au repli sur soi, au rejet et à la stigmatisation des plus pauvres – y compris en France – notre voie et notre voix sont nécessaires : nous nous y inscrivons aux côtés des partenaires, dans le renforcement des sociétés civiles locales, dans la mobilisation sociale et citoyenne des populations, avec un ancrage territorial affirmé et qui s'inscrit dans la durée.

C'est pourquoi l'engagement dans la révision de notre projet stratégique, voté au dernier trimestre 2023, revêt une grande importance : il remet au cœur de toutes les actions nos partenaires et les communautés locales que nous accompagnons, il exprime la nécessité de notre engagement dans des réseaux de solidarité, et de prendre position en France et à l'international pour plus de justice sociale, économique et climatique.

Et ID fête ses 30 ans en 2024... une belle occasion de donner de la visibilité à tous ces acteurs du Sud qui se battent pour améliorer leurs conditions de vie et dont nous avons aussi tant à apprendre.

Agnès ROSSETTI

Présidente d'Initiative Développement

SOMMAIRE

4

PRÉSENTATION DE NOTRE ONG

- 4 - PRÉSENTATION GÉNÉRALE
- 5 - COMMUNICATION

6

FICHES PAYS

- 7 - AFRIQUE CENTRALE
- 14 - BÉNIN
- 22 - BURKINA FASO
- 26 - UNION DES COMORES
- 34 - CONGO
- 43 - FRANCE
- 49 - HAÏTI
- 58 - MADAGASCAR
- 66 - SÉNÉGAL
- 75 - TCHAD

86

RAPPORT FINANCIER



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - PRÉSENTATION

LE POUVOIR D'AGIR DE CHACUNE ET CHACUN POUR CONSTRUIRE ENSEMBLE UN MONDE JUSTE ET DURABLE

NOS MISSIONS

- Accompagner les initiatives locales et développer les compétences des acteurs et des actrices qui les portent pour améliorer le pouvoir d'agir des populations.
- Agir à l'échelle des territoires pour une gestion concertée et inclusive des ressources, des services et des biens communs.
- Favoriser l'émergence et la structuration de partenaires de la société civile capables de porter en autonomie des actions au service des populations et des territoires.
- Contribuer à l'amélioration des conditions de vie des populations et à la satisfaction de leurs besoins essentiels (alimentation, santé, eau, énergie, éducation, revenus décents...) en y intégrant les limites environnementales qui s'imposent à l'humanité.
- OEuvrer pour réduire les discriminations de genre, d'âge, de culture, d'ethnie... et pour la promotion des droits humains.
- Être acteur de notre territoire en France en nous appuyant sur notre expérience internationale et contribuer à développer la mobilisation pour la solidarité internationale.



ID a créé le pôle Partenariat et Renforcement des acteurs (PAR) pour mettre l'émergence, la structuration et l'autonomie des actrices et des acteurs au coeur de sa logique d'intervention.

« L'autonomie d'un acteur se conçoit comme la capacité à répondre à ses propres enjeux : selon ses propres objectifs, en décidant sa stratégie et en la mettant en oeuvre en lien avec l'ensemble des parties prenantes avec qui il souhaite collaborer en interdépendance. »

Gaëlle GANDEMA, responsable du pôle PAR



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - PRÉSENTATION

ID COMMUNIQUE !

À l'approche des 30 ans d'ID, l'année 2023 s'est avérée être une étape cruciale pour notre organisation. Notre présence sur les réseaux sociaux s'est intensifiée, notamment avec une forte augmentation de notre visibilité sur LinkedIn. Les festivités entourant cet anniversaire ont permis au service communication de mettre en place un programme ambitieux visant à renforcer la notoriété d'ID sur le territoire, en ligne avec les objectifs de notre nouveau projet associatif.

La collaboration avec les acteurs locaux, tels que les associations, les maisons de quartier, les entreprises et les artistes, a permis de mettre en lumière le travail d'ID et de valoriser nos spécificités. Notre approche intégrée du climat dans les projets et notre engagement à accompagner et renforcer le pouvoir d'agir des populations, cœur de nos actions ont ainsi été mis en lumière au travers du programmes de festivités que nous avons élaboré : table ronde, exposition photos et concert .



FACEBOOK

(Période 01/01/2023 - 31/12/2023)

- 4 871 abonné.e.s (+12.6% /N-1)
- + 512 followers (+24,6% /N-1)
- 122 publications (-40.5% /N-1)
- 112.6K impressions (+4.3% /N-1)



LINKEDIN

(Période 01/01/2023 - 31/12/2023)

- 12 508 abonné.e.s (+ 24,6 /N-1)
- + 3107 followers
- 147 publications (-12.2% /N-1)
- 396.5k impressions



SITE WEB

(Période 01/06/2023 - 01/06/2024)

- 22 103 visites sur le site web
- 15 articles publiés
- 6418 recherches en France
- Taux d'engagement de ~30% (Nombre de sessions ayant enregistré un élément de conversion / Nombre de sessions)



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

FICHES PAYS



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

AFRIQUE CENTRALE

Une année de changement pour l'Afrique Centrale



L'actualité gabonaise de 2023 a surtout été marquée par les élections présidentielles dont le président sortant Ali Bongo (au pouvoir depuis 2009 à la suite de son père Omar Bongo, président de 1967 à 2009) est annoncé vainqueur, et par le coup d'Etat qui en découle.

Depuis Août 2023, le Gabon est entré dans une phase de transition suite au coup d'Etat qui a mené à la chute du président Ali Bongo. Accueilli de manière enthousiaste par la population gabonaise, ce coup d'Etat entraîne un certain nombre de changements significatifs pour le pays.

Les questions des droits des femmes et des minorités sexuelles, incarnées par la première dame déchu, deviennent aujourd'hui des sujets de tension au sein de la population et des institutions gabonaises. En effet, les minorités sexuelles ont déjà vu leurs droits débattus lors du dialogue national d'Avril 2024. Concernant les droits des femmes, les structures mises en place par l'ancien gouvernement sont aujourd'hui à cours de financement et l'on observe un recul des mentalités au sein des institutions accueillant des femmes victimes de violences.



DEFI 3

2021-2024

115 507 €



CITOYENNE ENGAGÉES

2021-2024

68 313 €

PARTENAIRES FINANCIERS



Délégation de l'Union Européenne



Agence Française de Développement

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Agir ensemble pour les droits humains
- Humanité Pour Tous
- SOFEDI
- Actions pour la Justice, la Paix et de le Développement
- Réseau indépendant des Trans* d'Afrique Centrale
- Cœur arc-en-ciel
- Agir Ensemble
- ReFLeT
- Brainforest

NOTRE STRATÉGIE



Le projet RODHAC (DEFI et Citoyennes Engagées) a permis à ID de travailler de manière ponctuelle dans la sous-région avant une implantation plus marquée au Gabon grâce à l'initiative Citoyennes Engagées.

ID-Congo a développé son champ d'action au niveau régional en accompagnant des structures du Cameroun, de la République Démocratique du Congo (RDC), du Congo et du Gabon. Toujours dans une logique d'implantation via des partenaires locaux et historiques, en 2023 ID a renforcé son partenariat avec Agir Ensemble pour les Droits Humains et l'association gabonaise ReFLeT (Réseau Femme Lève-Toi) via le projet Citoyennes Engagées et l'écriture du projet ACT-VBG. Ce dernier permettra une implantation plus durable de ID au Gabon dès 2024.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

Le programme RODHAC a été l'opportunité pour ID de consolider son partenariat avec Agir Ensemble pour les Droits Humains et de développer des relations partenariales au sein de la sous-région d'Afrique Centrale, et ce, dans des pays hors du champ d'action habituel. Au-delà du renforcement de son réseau d'Organisations de la Société Civile (OSC) et de son expertise en matière de renforcements de capacités, ID a également pu entamer son implantation au Gabon via le projet Citoyennes Engagées et l'écriture de ACT-Violences basées sur le genre, un projet qui débutera en janvier 2024 avec l'arrivée d'une RP sur le terrain.

Ce projet se présente comme la suite logique de Citoyennes Engagées et permettra de prospecter sur les éventuelles opportunités pour ID au Gabon, tout en renforçant ses liens partenariaux avec son partenaire local : le ReFLeT. 2024 marquera également la fin de DEFI 3 et sera l'occasion pour ID de terminer son accompagnement des organisations de défenses des droits humains du Cameroun, du Congo et de la RDC et, ainsi, de faire le bilan de ses Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI) à distances.

CITOYENNES ENGAGÉES



- * 1 expérimentation Approche Orientée Changement-Appiquée à la Mobilisation Sociale (AOC-MS) au sein de l'Université Omar Bongo
- * 34 acteurs et actrices de l'Université Omar Bongo au sein de l'AOC-MS
- * 1 plan d'action stratégique formulé par le ReFLeT et en cours d'exécution
- * 5 formations externes de renforcement de capacités à destination des membres du ReFLeT

Le rôle du PAR dans ce projet

Le Pôle Accompagnement et Renforcement des acteurs (PAR) a un rôle central dans la mise en œuvre des activités de ID sur Citoyennes Engagées.

Le PAR a accompagné le ReFLeT sur la formulation de son ROI lors d'une mission du PAR en 2022 et a ensuite, via des missions ponctuelles, appuyé le suivi et l'exécution du plan d'action stratégique tout au long de l'année 2023.

Dès 2022, le PAR a formé une partie de l'équipe du ReFLeT aux méthodologies de l'AOC-MS et a mené une expérimentation au sein de l'Université Omar Bongo. L'expérimentation s'est poursuivie en 2023 au travers du suivi-encouragement et d'un premier atelier multi-acteurs.

Dans le cadre du projet Citoyennes Engagées lancé en 2021 (en partenariat avec Agir Ensemble pour les Droits Humains, le ReFLeT et Brainforest), Initiative Développement a apporté son expertise Partenariats et Renforcement des Acteurs dans la réalisation d'un ROI auprès de l'association le ReFLeT et d'une AOC-MS au sein de l'Université Omar Bongo.

Ce projet a pour objectif de mobiliser et de renforcer une sélection d'acteur.rice.s clés, capables de promouvoir et de défendre les droits des femmes.

En accompagnant le ReFLeT dans la formulation puis la mise en œuvre de son plan d'action stratégique, ID a

permis à l'association de se structurer et d'entamer un processus de professionnalisation. C'est dans ce cadre qu'en 2023, le ReFLeT a bénéficié de cinq actions de renforcement externes et a amorcé la poursuite de sa structuration au-delà de Citoyennes Engagées.

Le projet a également permis la montée en compétences du Réseau Femme Lève-Toi sur les méthodologies PAR, en particulier sur l'AOC-MS.

Après les ateliers de vision-changement à l'Université Omar Bongo de Libreville, l'expérimentation s'est poursuivie en 2023 avec le suivi-encouragement auprès des différents acteur.rice.s sous forme de focus group et d'entretiens individuels.

Ce suivi a été appuyé par des missions ponctuelles du PAR et du chargé d'accompagnement du RODHAC à Libreville et se poursuivra en 2024.



DEFI 3



✿ 7 ROI et 7 plans de renforcement stratégiques

✿ 8 OSC accompagnées

Dans le cadre de la 3^{ème} phase du programme DEFI porté par l'ONG Agir Ensemble pour Les Droits Humains, ID a apporté son expertise technique Partenariats et Renforcement des Acteurs auprès des 8 organisations pour la défense des droits humains de la sous-région.

L'objectif du projet est de défendre et promouvoir l'Etat de droit, les valeurs démocratiques et les droits humains en Afrique centrale à travers un soutien aux organisations de la société civile, la 3^{ème} phase se focalisant sur les OSC de défense des droits humains.

Le projet couvre le Cameroun, la RDC, le Congo et le Gabon. En 2022 avec l'appui du PAR, ID a accompagné ces OSC à formuler un plan d'action stratégique et les a accompagnées dans sa mise en œuvre. Toujours dans le cadre du projet, entre 2023 et 2024, ID prépare et dispense 4 formations de renforcement des capacités externes pour chaque OSC du projet.



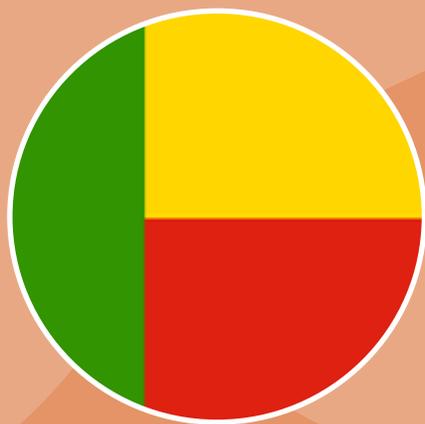


FOCUS PAYS

Les femmes congolaises et gabonaises se mobilisent pour l'effectivité de leurs droits

Le renforcement du pouvoir d'agir des femmes d'Afrique Centrale est au coeur des projets d'ID en Afrique Centrale : en RDC et au Gabon, ID vient renforcer des Organisations de Défense des Droits de l'Homme mobilisées pour l'application effective des droits de femmes : droits en santé sexuelle et reproductive avec Solidarité des femmes pour le développement intégral (SOFEDI), droits et accès à la justice pour les filles et femmes détenues grâce à Humanité pour Tous (HPT), droits économiques et judiciaires des femmes vulnérables du sud Kivu avec Action pour la Justice la Paix et le Développement (AJPD), droits économiques et civiques des femmes gabonaises avec le Réseau Femme Lève-Toi (ReFLeT).

Au Gabon, le renforcement du pouvoir d'agir des étudiantes et étudiants au travers des échanges multi-acteurs menés lors de l'Approche Orientée Changement - Appliquée à la Mobilisation Sociale, a permis une prise de conscience et une diminution des violences en milieu universitaires subies par les étudiantes et étudiants de l'université Omar Bongo de Libreville.



BÉNIN

Ouverture de la première coordination-pays !



En 2023, la situation économique du Bénin est assez favorable avec une croissance de 5,5 %, grâce notamment aux ambitions d'industrialisation, notamment de produits agricoles locaux. L'inflation, quant à elle, est passée de 1,5 % en 2022, à 3,2 % en 2023. Le Bénin semble faire des efforts considérables en matière de lutte contre la corruption, notamment, à travers la dématérialisation dans les secteurs de l'administration, afin de réduire le contact entre usagers et agents. En effet, 77 % des personnes interrogées (Afrobaromètre, 2023) qualifient de très bonne, la manière dont le gouvernement répond à la lutte anti-corruption.

En 2023, le scrutin législatif au Bénin a mobilisé 38 % des inscrits et s'est déroulé dans le calme. Le seul parti de l'opposition, les Démocrates, a obtenu 24 % des voix, ce qui leur permet de faire de nouveau leur entrée à l'Assemblée Nationale. L'Union Progressiste pour le Renouveau (UPR) a remporté 38 % des voix et le Bloc Républicain (BR), un autre parti de la majorité, a obtenu 29 %. Ainsi, les deux partis majoritaires, l'UPR et le BR, permettent au Président actuel, Patrice Talon, de conserver sa mainmise sur l'échiquier politique, malgré une participation des Béninois relativement faible. La question de la succession du Président reste un sujet tabou.

Enfin, côté sécurité, il convient de noter que la situation au Nord du pays, frontalier du Sahel, est à suivre avec la plus grande prudence. En effet, plusieurs nouvelles attaques sont enregistrées, malgré l'opération Mirador, lancée en 2022 : une dizaine d'événements en lien avec des groupes terroristes ou des tensions intercommunautaires, comme en témoignent les événements de mai 2023, où des dizaines de civils ont été égorgés et d'autres, portés disparus.



GIBOU

2020-2024

945 861 €



InterAGIAL

2021-2025

687 089€



PADSI

2022-2025

435 467 €

PARTENAIRES FINANCIERS



AFD



Fonds Eau du Grand Lyon



Ville de Paris



Grand Poitiers



Agence de l'eau Seine-Normandie



Département des Yvelines



Région Nouvelle Aquitaine

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Groupement Intercommunal du Mono
- CERADID
- Université Bordeaux-Montaigne
- Laboratoire de Sociologie et Anthropologie Appliquées de l'Université de Parakou
- GRAND

NOTRE STRATÉGIE



ID s'est réimplantée au Bénin en 2020, via le Partenariat avec le GI-Mono, se concrétisant par deux projets d'envergure : Inter-AGIAL et GIBOU portant sur l'assainissement liquide. En 2023, ceux-ci ont atteint un haut niveau d'activités qui, associé au lancement du projet PADSII avec le partenaire GRAIND, a nécessité un suivi de plus grande proximité.

Ainsi, une coordination-pays a ouvert à Comé, au cœur du département du Mono, épicerie des actions dans le pays. Au-delà d'un pilotage rapproché des projets, de soutien aux partenaires et aux équipes, celle-ci a pour mission d'étudier de nouvelles opportunités au Bénin. Si le secteur de l'assainissement constitue l'essentiel des activités dans le pays, faisant d'ID une organisation reconnue dans ce domaine, l'objectif est double, à savoir se consolider sur cette thématique et diversifier le portefeuille d'activités.

Concrètement, ID souhaite s'investir au Bénin sur d'autres thématiques phares, largement déployées dans d'autres contextes d'intervention. Ainsi, dans le cadre du renforcement des acteurs, ID a accompagné des organisations nationales à répondre à l'appel PISCCA de l'Ambassade de France. A terme, ID souhaite contribuer davantage à la structuration de la société civile dans le pays. De même, la mise en place d'actions en lien avec la thématique Climat-Energie-Forêt pourrait être envisagée à moyen terme.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

En 2024, Initiative Développement verra le projet InterAGIAL se poursuivre sur les volets capitalisation et évaluation. Ceux-ci seront mis en place pour prendre de la hauteur, tirer des leçons du projet mis en œuvre et effectuer des partages d'expériences avec d'autres projets similaires dans la sous-région. Le projet GIBOU verra la concrétisation de la mise en service de la station de traitement des boues de vidange, avec une prolongation envisagée au-delà de 2024, pour prendre suffisamment de recul sur la gestion du service.

Dans le cadre de son déploiement, ID mènera diverses actions contribuant à renforcer son ancrage auprès des acteurs présents localement, dans le but de promouvoir ses actions au Bénin. Une mission exploratoire de la thématique Climat-Energie-Forêt devrait être réalisée.

Enfin, 2024 sera l'année de démarrage au courant du premier semestre, d'un projet dans le cadre de la coopération décentralisée entre la Ville de Porto-Novo et la Métropole de Lyon. Il portera sur d'adduction en eau potable dans le 1er arrondissement de la ville



✿ 10 structures partenaires

✿ 8 personnes du Gi-Mono impliquées dans le projet

GIBOU est mis en place par le Groupement Intercommunal du Mono (GI-Mono). Il s'agit d'un projet pilote qui cible la commune de Lokossa.

L'objectif du projet est de contribuer à assurer l'accès des populations à un service d'assainissement géré en toute sécurité et à un coût abordable par la mise en place d'un service de collecte, de traitement et de valorisation des boues de vidange. Il est accompagné par un programme de sensibilisation à l'hygiène et à l'assainissement.

Le service de gestion de boues de vidange sera accompagné par un plan de gestion, par des agents du GI-Mono dédiés et formés, d'un équipement de collecte des boues de vidange, et d'une station de traitement des boues de vidange construite par le projet. La population locale est impliquée, à travers des concertations, pour prendre en compte ses besoins. Elle est sensibilisée sur les bonnes pratiques en matière d'accès à ce service et des actions de promotion dudit service les inciteront à y adhérer.

En 2023, le plan de gestion a été consolidé et l'entreprise chargée d'exécuter les travaux a été recrutée.



INTERAGIAL

Appui à la mise en place d'une Gouvernance participative Inclusive de l'Assainissement Liquide



- ✿ 140 personnes dont 118 femmes soit 84 % de femmes participants aux formations ROI/techniques au sein des Organisations Collectrices des Boues
- ✿ 2634 personnes dont 2277 femmes soit 86 % de femmes mobilisées via les causeries
- ✿ 5754 personnes dont 3064 femmes soit 53 % de femmes impliquées dans les budgets participatifs

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR accompagne une initiative AOC-MS à l'échelle de 6 quartiers pour encourager des changements endogènes en matière de gestion de l'hygiène et de l'assainissement, auprès des groupes d'acteurs comme : comités d'hygiène et d'assainissement, groupements de femmes, leaders traditionnels et religieux, acteurs de l'éducation et les responsables hygiène et assainissement des marchés et des gares routières.

Le PAR accompagne également l'ONG CERADID, mobilisée sur l'AOC-MS, à travers un ROI auprès de 10 OSC lesquelles ont initié des campagnes de sensibilisation à la suite de ce dispositif.

ID et le Groupement Intercommunal du Mono (GI-Mono), sont porteurs du projet Inter-AGIAL depuis le printemps 2021, au sein duquel l'ONG locale CERADID, est également partenaire. Il vise à améliorer, via une démarche innovante, les pratiques de la population (en luttant notamment contre la défécation à l'air libre) et à structurer la gouvernance de l'assainissement liquide en renforçant les capacités de la société civile, les espaces de concertation et la participation citoyenne (en prenant en compte le genre).

2023 a été consacrée à l'organisation de 46 séances de causerie entre petits groupes d'acteurs et actrices sur

la problématique de l'assainissement, rassemblant un total de 2634 participant.e.s.

La démarche innovante d'approche orientée changement appliquée à la mobilisation sociale (AOC-MS) est mise en œuvre au sein de 4 quartiers, dans 3 communes et a permis d'obtenir des changements tels que la construction de latrines familiales, l'abandon de la défécation à l'air libre, la gestion des eaux usées dans la nature, la mise en place des dispositifs de lavage de mains, l'abandon des mauvaises pratiques de transport et de stockage de l'eau, sans oublier l'organisation périodique de campagnes de salubrité et la sensibilisation des pairs et des élèves sur l'importance d'une bonne hygiène. La Recherche Action Participative (RAP) a permis d'expérimenter des approches, notamment, à travers les réunions non-mixtes, pour améliorer la participation des femmes lors des espaces de concertation.

Ces approches ont notamment été appliquées lors du processus de budget participatif enclenché dans 3 communes réunissant 5754 personnes, via des concertations mixtes et non-mixtes.

10 OSC ont été renforcées, à travers 16 sessions sur 10 thématiques, allant de la vie associative à la gestion financière et administrative, en passant par les techniques d'animation et de communication, la recherche de financements et le suivi-évaluation. Des campagnes de sensibilisation ont d'ailleurs été organisées, à travers ces OSC renforcées pour toucher environ 20.000 personnes.



L'objectif est de contribuer au développement social inclusif en renforçant la capacité des groupements de jeunes et des associations de femmes à peser davantage dans les prises de décisions, notamment dans les espaces de concertation que sont les « cadres intégrateurs » existants au niveau communal et via la demande de redevabilité.

En 2023, une cartographie des acteurs a été élaborée afin de déboucher sur un diagnostic approfondi visant à mieux identifier les contraintes d'accès des jeunes et des femmes aux espaces de prise de décisions, indiquant les facteurs qui handicapent cette participation. Ce diagnostic a émis des recommandations qui laisseront place, pour les mois à venir, à des activités spécifiques qui viseront à davantage renforcer l'implication des jeunes et des femmes dans les prises de décisions au niveau local.



Participation des populations à la base pour le choix des ouvrages d'assainissement liquide

Les populations des communes d'Athiémé, Bopa et Houéyogbé ont été impliquées dans un processus de budgets participatifs afin de choisir, suivre et gérer des petites infrastructures d'assainissement liquide.

Cette démarche a nécessité une implication forte des communes et des populations à la base afin de se concerter sur les types d'ouvrages souhaités et les arrondissements bénéficiaires.

Ce dispositif a été entièrement accompagné par le GI-MONO, qui a joué le rôle de facilitateur au fur et à mesure des étapes.

De l'information à toutes les communes membres du GI-MONO, à la réalisation des ouvrages, en passant par la formation des futurs gestionnaires et les concertations des populations aux différents échelons, le GI-MONO a mobilisé son personnel pour guider les différentes phases.

Ce sont finalement 3 communes sur 6 qui ont adhéré à la démarche en inscrivant un montant dans le budget communal, sachant que le projet contribuait à hauteur de 50 % des investissements.

Ceci aura finalement permis d'impliquer toutes les couches de la population, à travers des assemblées villageoises, désignant des représentants, qui ont défendu les projets choisis lors des concertations au niveau des arrondissements et des communes. Des réunions non-mixtes ont permis de prendre en compte les besoins spécifiques des femmes (signalisation, verrou intérieur et eau disponible à proximité, notamment), en libérant leur parole, malgré une influence parfois contraignante dans les réunions mixtes.

Au final, des infrastructures, comme des latrines et douches publiques, auront été construites à proximité de gares routières et de marchés. Celles-ci seront gérées par des organisations communautaires de base, qui se sont portées volontaires lors des assemblées organisées, à travers des conventions signées avec les communes ayant réalisé les ouvrages.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

BURKINA FASO

2023, année de résilience et de défis



2023 a été une année particulièrement difficile pour le Burkina-Faso, à l'image de l'ensemble de la sous-région, détériorant durablement les capacités d'intervention des acteurs de la solidarité et le bien-être des populations les plus vulnérables.

En premier lieu, les enjeux sécuritaires sont venus fortement limiter les capacités de déploiement des interventions, mais surtout rendre vulnérables près de 2,5 millions de Burkinabés contraints à se déplacer suite au conflit avec les factions terroristes. La réponse politique, déjà enclenchée en 2022 avec le double coup d'État, est venue confirmer le tournant autoritariste adopté par les autorités.

Dans un contexte sous-régional particulièrement instable, le Burkina-Faso a opéré un tournant dans ses relations avec la France, et l'occident dans une moindre mesure, faisant écho aux pratiques déjà observées au Mali puis au Niger.

Face à cela, la France a décidé de suspendre puis annuler son aide au développement, ainsi que les procédures d'obtention de Visa, politisant ainsi les principes de solidarité jusqu'alors portés par un ensemble d'acteurs, dont ID.



ENERLIENCE

2021-2023

110 000 €

PARTENAIRES FINANCIERS



Fondation Watt for Change



Région Nouvelle-Aquitaine



Agence Française de Développement

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Association Sauvons l'Environnement, l'Eau Potable et l'Assainissement pour Tous



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

Dans les conditions actuelles de rupture entre le Burkina-Faso et la France, ainsi que de méfiance vis-à-vis des acteurs de la solidarité internationale, les perspectives pour ID sont particulièrement difficiles dans l'immédiat.

Dans un souci de solidarité et de justesse vis-à-vis de son partenaire, SEEPAT, ID a souhaité poursuivre son appui financier jusqu'à la fin de l'année 2023, en prenant le parti d'assumer d'éventuels risques de non-éligibilité.

En 2024, ID souhaite pouvoir, a minima, maintenir ses relations avec SEEPAT dans le cadre de RésiSTerre, via son maintien dans le cadre commun d'analyse des facteurs de résilience face au changement climatique. En parallèle, les deux organisations se sont accordées pour envisager la poursuite de leur collaboration, avec notamment une veille commune sur des fonds non-institutionnels et étrangers. Cette volonté de continuer malgré le contexte, partagée par tous, est motivée par la conviction que la situation actuelle ne saurait prévaloir sur les liens durables créés entre nous. Au-delà de cela, cette collaboration est aussi celle d'acteurs qui perçoivent une solidarité internationale en grand danger, au moment même où elle semble l'un des rares remèdes face aux crispations qui traversent nos sociétés respectives.

ENERLIENCE



- * 790 foyers améliorés vendus
- * 100 femmes formées à la production de biocombustible à base de balles de riz
- * 1 diagnostic régional de la filière bois-énergie élaboré

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR devait initialement appuyer le ROI de l'organisation SEEPAT, malheureusement les difficultés de déplacement sur place et l'annonce de la suspension de l'Aide Publique au Développement ont arrêté le déploiement de ces activités.

Le projet Enerliance vise à contribuer à la résilience économique et climatique ainsi qu'à l'amélioration des conditions de vie des populations par un développement soutenable de zones rurales proches de Bobo-Dioulasso au Burkina Faso. Il s'agissait notamment d'accompagner le développement et la pérennisation d'une offre de produits et services adaptée aux besoins des populations rurales dans les secteurs de l'énergie à usage domestique et productif.

Pour cela, le projet entendait accompagner les filières « foyer amélioré » et « Activité Génératrice de Revenus solaires », ainsi que des expérimentations en matière de production de biocombustible et de mise en place de nouvelles activités d'installations solaires productives (couveuse solaire). Le projet Enerliance entend également renforcer le partenaire SEEPAT sur le plan organisationnel et dans sa capacité à animer les filières sur le plan technico-commercial.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

UNION DES COMORES

Tenir le cap !



L'année 2023 a été tristement marquée par une actualité de politique étrangère française vis-à-vis de l'archipel. À Mayotte, l'opération Wuambushu a gagné du terrain, médiatisant fortement le rapatriement des migrants en situation d'irrégularité sur le territoire d'outre-mer. Des déportations par bateau ont ainsi été organisées vers les Comores, plus particulièrement vers Anjouan d'où sont issus la majorité des migrants ou du moins vers laquelle ils transitent invariablement dans leur route vers l'idéal français.

Sur place, la communauté des bailleurs, en particulier français et européen, continue d'œuvrer à une bonne articulation de leurs financements et de leurs actions notamment dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de Développement France-Comores, permettant de réels moyens de développement pour l'archipel au travers de projets d'importance. Sur le plan économique néanmoins, l'arrêt quasi total de la filière ylang depuis 2019 continue d'impacter les ménages vivant de la filière, sans perspective claire de reprise des activités. La filière d'excellence comorienne connaît en effet d'importantes difficultés de positionnement dans un environnement régional de plus en plus concurrentiel, en particulier vis-à-vis de Madagascar.

A fin 2023, le pays se prépare pour de nouvelles élections présidentielles, pour lesquelles le président actuel Azzali se représente.

MATRA MARAHAFU

2022-2023

110 289 €



PISCCA

2021-2023

85 901 €



RIT MADIO

2022-2027

277 022 €



FACILITE EMPLOI

2023-2025

234 000 €



PARTENAIRES FINANCIERS

 Agence Française de Développement

 Fondation Lord Michelham of Hellingly

 Critical Ecosystem Partnership Fund

 Ambassade de France aux Comores

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Les 3 associations interprofessionnelles de la filière ylang-ylang et leur association faitière nationale
- IUCN (Union internationale pour la Conservation de la Nature) - Comité National Néerlandais : organisation cheffe de file.
- SAF/FJKM Madagascar
- SeyCCAT (Fonds fiduciaire des Seychelles pour la conservation et l'adaptation au climat) Seychelles
- FORENA (Fondation Ressource et Nature) Maurice
- IFAID - INSTITUT DE FORMATION ET D'APPUI AUX INITIATIVES DE DÉVELOPPEMENT

NOTRE STRATÉGIE



En Union des Comores, Initiative Développement poursuit un positionnement stratégique tourné vers l'accompagnement de la filière de production des huiles essentielles d'ylang-ylang d'une part, une filière incontournable en matière de promotion d'un développement agricole durable et responsable, et l'accompagnement de la société civile locale comorienne à devenir un acteur pertinent et important du développement local, d'autre part.

Au sein de la filière ylang, le soutien infaillible des bailleurs sur place a permis à l'ONG de faire face à un important retard dans l'instruction de son prochain projet multi-pays d'accompagnement aux filières huiles essentielles en Océan Indien. Cette mise en stand-by inattendue a néanmoins permis à l'ONG de reposer une vision stratégique de son action, nourrie de plus de 10 ans de savoir-faire égrené. Construite autour de 3 axes, elle intègre une dimension jusqu'alors peu explorée par ID : celle du dialogue et de l'engagement effectif des acteurs du secteur privé pour le développement de ces filières. Tout comme

à Madagascar, l'ONG échange ainsi depuis plusieurs mois avec un nombre d'acteurs privés afin d'animer des échanges permettant d'aller vers une compréhension commune, et plus encore, une feuille de route réelle permettant la sauvegarde de cette filière essentielle pour le développement économique et la sécurité alimentaire de milliers de ménages dans le pays, tout en s'assurant de son développement durable, respectueux de l'environnement et pérenne. Si ID a toujours eu des relations avec ces acteurs - notamment les exportateurs installés localement, l'ONG a véritablement accéléré en 2023 un positionnement plus fort lui permettant de proposer des solutions compatibles avec une logique de marché essentielle à la promotion et à la survie de cette filière, pour l'amont comme pour l'aval.

En matière d'appui à la société civile, 2023 a été une année permettant de porter en visibilité les acquis des actions de ces 2 dernières années, notamment dans le cadre d'un projet financé par l'Ambassade de France en Union des Comores. Les résultats obtenus dans le cadre du PISCCA ont ainsi permis à ID de valoriser son travail, de valoriser ses méthodologies, et de témoigner que leur mise en œuvre permet des résultats tangibles afin de structurer un réseau d'associations locales capable d'être des acteurs pertinents.

Enfin, les relations avec des partenaires de la région océan Indien se sont accélérées en 2023, notamment au travers du projet régional RIT MadIO, dans le cadre duquel ID est le point focal des fonds du Critical Ecosystem Partnership Fund (CEPF) pour les Comores, mais également au travers de prestations permettant de positionner l'ONG comme facilitatrice pour la mise en œuvre de projets en Union des Comores.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

2024 sera synonyme de redynamisation pour ID Comores.

Elle devrait en effet d'abord permettre de lancer une nouvelle phase d'action au sein de la filière ylang-ylang dans le cadre d'un programme multi-pays financé par l'Agence Française de Développement (AFD) permettant de parachever le travail entrepris au cœur de la filière depuis 2013, en accompagnant sa transition éco-responsable au travers d'équipements de distillation et de pratiques améliorées, en poursuivant l'autonomisation de la première inter-profession de la filière, mais également en poursuivant un objectif d'engagement plus fort et plus concret du secteur privé exportateur et acheteur des huiles essentielles d'ylang-ylang.

En complément, ID Comores travaille également à de nouvelles actions et de nouveaux projets en cours d'instruction afin d'accélérer son intervention en matière de structuration et de renforcement de la société civile locale des Comores.

2024 sera également une année de visites durant laquelle ID aura l'opportunité d'accueillir aux Comores à la fois l'ensemble de ses partenaires de mise en œuvre du projet RIT MadIO et de son bailleur le CEPF, mais également un grand nombre de partenaires régionaux du CIRAD, à l'occasion de missions techniques et de séminaires d'échanges importants.

Ces perspectives, envisagées pour milieu d'année 2024, seront aussi l'opportunité pour ID Comores de rétablir une présence physique au sein des 3 îles de l'archipel, afin de dépasser les limites de mobilités éprouvées par l'absence de moyens de transports fiables inter-îles, mais aussi pour renforcer sa capacité de mobilisation et son positionnement de proximité vis-à-vis des acteurs.



- ✿ 16 sessions d'informations conduites au travers des 3 îles rassemblant 400 participants
- ✿ 3 appels à projets administrés
- ✿ 4 Organisations de la société Civile (OSC) locales bénéficiaires des fonds du CEPF
- ✿ 6 séances par OSC menées en suivi-accompagnement

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR appuie l'équipe ID Comores en charge du projet à élaborer une action de renforcement poursuivant le double-enjeu:

- De permettre aux OSC locales, dépositaires de peu de moyens, d'accéder aux fonds du CEPF, au travers des guichets d'appel à projet réguliers;
- De renforcer les OSC locales lauréates dans l'exécution de leur projet, mais également d'un point de vue organisationnel et structurel.

Cet appui permet ainsi d'offrir sur le terrain un nombre d'actions visant à la capacitation des acteurs locaux, mais aussi d'offrir des opportunités de formation (montage de projets, gouvernance associative, etc.), et d'échanges (ateliers pairs à pairs), pour la société civile locale des Comores.

Le fonds CEPF est un programme conjoint de l'AFD, de Conservation Internationale, de l'UE, du FEM, du gouvernement du Japon et de la Banque mondiale qui permet d'investir durablement pour la protection de la biodiversité au sein de ses hotspots mondiaux les plus menacés.

Depuis 2022, ID travaille en consortium avec des acteurs complémentaires de la région Océan Indien, afin de soutenir le développement et la supervision d'un

portefeuille d'environ 100 subventions pour le développement des activités de conservation et de développement durables aux Comores, avec un soin particulier sur la thématique du changement climatique.

En tant que point focal des fonds du CEPF en Union des Comores, ID administre des appels à projet organisés en guichets, suivants les directions stratégiques et les priorités d'investissements définies par le CEPF et l'équipe régionale de mise en oeuvre, en priorisant leur mise en oeuvre au sein de zones clés de biodiversité (ZCB).

En 2023, 2 appels à projets ont été lancés, et ont permis de retenir 4 OSC locales lauréates du fonds CEPF. ID accompagne en particulier 3 OSC (ANYD, IPAC, BEE) bénéficiaires des petites subventions, en animant une relation d'appui-conseils et en fournissant un soutien technique.

Ce projet permet à l'ONG de concilier poursuite de la structuration de la société civile aux Comores et action concrète en faveur de la préservation d'un environnement et d'une biodiversité unique au monde en Union des Comores. L'action est par ailleurs nourrie des succès d'un précédent porté par l'ONG en matière de renforcement OSC, le projet PISCCA porté jusqu'à début 2023, et capitalise ainsi sur les outils et le savoir-faire éprouvés pour accompagner la société civile locale à être actrice du développement.



- ✿ 9 OSC bénéficiant d'un dispositif de Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI)
- ✿ 18 ateliers individualisés de suivi et ateliers bilans conduits auprès de ces OSC (2 ateliers/OSC)
- ✿ Plans de renforcement complétés en moyenne à un taux de 70,77% - dont 5 OSC dont le taux se situe entre 73% et 90% de complétion (moy. 80%) et 4 OSC dont le taux se situe entre 50% et 66% (moy. 59%)
- ✿ 5 formations organisées, enregistrant la participation de 254 participants - dont 23% de femmes
- ✿ 1 plateforme inter-échange animée au moyen d'échanges facebook et whatsapp

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR a été le réacteur méthodologique de ce projet, particulièrement intéressant en ce qu'il constituait une première expérience en matière de programmation exclusivement dédiée aux enjeux du ROI - Renforcement Organisationnel et Institutionnel.

Le PAR s'est ainsi mobilisé sur l'appui méthodologique aux équipes d'ID Comores en charge du projet, en construisant les modules de formation à destination des OSC locales, en partenariat avec l'Institut de Formation et d'Appui au développement (IFAID), et assurant un suivi des plans de renforcement individualisés élaborés conjointement avec les OSC.

Le programme PISCCA (Projet Innovants de la Société Civile et des Coalitions des Acteurs) mis en œuvre aux Comores par ID depuis 2021, visant à assurer le renforcement de l'autonomie d'associations bénéficiaires à travers des actions d'accompagnement et d'appui sur les aspects liés à leur structuration, s'est clôturé au premier trimestre 2023.

9 OSC (Organisation de la Société Civile) réparties géographiquement sur les 3 îles (2 à Anjouan, 3 à la Grande Comores et 4 à Mohéli) ont bénéficié de cet accompagnement. A la suite d'un dispositif de ROI (Renforcement Organisationnel et Institutionnel), les OSC ont chacune manifesté leur besoin d'accompagnement sous forme

d'actions internes afin de garantir leur structuration. Ce projet s'est en particulier employé à :

- Elaborer et suivre un plan de renforcement individualisé pour chaque OSC bénéficiaire
- Développer et dispenser un nombre de formations visant au renforcement technique des OSC, en partenariat avec l'IFAID, sur des sujets aussi variés que la vie et gouvernance associative, la comptabilité, le suivi-évaluation, etc
- Organiser un bilan à mi-parcours du processus de renforcement de l'autonomie
- Suivre les activités du projet à distance et en présentiel, afin d'appuyer les OSC à mener à bien leur projet en respectant leur chronogramme d'exécution et les financements.
- Réaliser un appui suivi administratif et financier afin d'apporter un appui technique dans la gestion des projets et leur redevabilité.

Cette expérience positive a notamment permis à ID de se positionner favorablement en tant qu'acteur d'appui auprès de la société civile locale, déclenchant de nouvelles opportunités sur cette question en 2024.

FACILITÉ EMPLOI

Jeunes et Femmes des Comores pour le Développement Durable de la Filière Ylang



- ✿ 609 acteur.rices, dont 53% de femmes recensés acteurs de la filière Ylang à Anjouan et Mohéli
- ✿ 8 cadres de concertation conduits mobilisant 222 acteurs dont 50% de femmes
- ✿ 1 plaidoyer inter-acteurs co-construit pour porter la transition éco-responsable de la filière Ylang en responsabilisant les jeunes et les femmes

Aux Comores, le secteur de production de l'huile essentielle d'Ylang-Ylang est depuis plusieurs décennies un des principaux pourvoyeurs d'emplois et de revenus. Ce produit de rente représente entre 15 et 20% des recettes d'exportations de biens du pays, et occupe 10% de la population rurale active des îles d'Anjouan et de Mohéli.

Malgré l'absence de statistiques officielles, le secteur est marqué par une forte masculinisation et une trop faible mobilisation de la jeunesse. La transition éco-responsable de la filière Ylang peut bénéficier du levier de cette force productive trop peu engagée. Le présent projet œuvre aux synergies entre logiques économique et environnementale de la filière Huile essentielle Ylang Ylang de l'Union des Comores, en corrélant les enjeux de protection de l'environnement et transition éco-responsable de la filière à celui de son développement en matière de professionnalisation et résilience face aux crises.

Son objectif général est ainsi d'accompagner l'insertion professionnelle et socio-économique des jeunes et des femmes au cœur d'une filière durable Ylang-Ylang des Comores.



FOCUS CLIMAT

Agir en soutenant les solutions fondées sur la nature

La lutte face au changement climatique fait partie des objectifs premiers du projet RIT MadIO. Le projet est en effet construit pour agir au sein du hotspot de biodiversité de Madagascar et des îles de l'Océan Indien qui comprend Madagascar, les Comores, Mayotte, Maurice, la Réunion et les Seychelles. Ce hotspot est identifié comme prioritaire pour la conservation mondiale, non seulement parce qu'il est l'une des régions les plus riches en biodiversité de la planète, mais aussi en raison du nombre élevé d'espèces menacées qu'il abrite. L'une des caractéristiques les plus remarquables de ce hotspot est l'endémisme floristique et faunistique qui y est extrêmement élevé.

L'investissement du CEPF pour la période 2022-2027 se concentre sur des zones clés de biodiversité dans la région, dont 10 identifiées en Union des Comores. Ces sites - zones humides, cours d'eau, forêts et zones côtières, etc. - abritent tous des écosystèmes qui présentent une biodiversité exceptionnelle et fournissent d'importants services écosystémiques à la population, que le projet entend soutenir au travers de mécanismes de subvention permettant de soutenir des actions dites d'adaptation fondées sur les écosystèmes, pour restaurer lorsque c'est nécessaire, et améliorer la gestion de ces zones clés pour la biodiversité. L'adaptation fondée sur les écosystèmes ou AfE, est une solution fondée sur la nature qui tire parti de la biodiversité et des services écosystémiques afin de réduire la vulnérabilité et renforcer la résilience au changement climatique.



FOCUS PAYS

Renforcer le rôle des jeunes et des femmes au sein des filières de production des huiles essentielles

En matière de représentativité, les jeunes (moins de 30 ans) et les femmes sont rapidement identifiés comme les parents pauvres de la filière ylang, essentiellement tenue et animée par des hommes plus âgés. Les propriétaires de sites de distillation, maillon-acteur clé des filières, entretiennent ainsi un modèle de filiation de propriété, ne transmettant leur entreprise artisanale qu'à leur décès aux plus jeunes. En règle générale, les jeunes sont plutôt représentés au niveau des manoeuvres de distillation. Les femmes, quant à elles, sont aujourd'hui majoritairement présentes sur des rôles de cueillette de la fleur.

Ces groupes sont trop peu étudiés et intégrés comme parties prenantes des filières de rente : lorsqu'ils sont considérés, ils sont appréhendés comme un groupe homogène (« les femmes », « les jeunes »), un tropisme inadéquat pour la prise en compte effective de leurs besoins spécifiques. Le constat est celui d'un manque de professionnalisation (la plupart n'ont pas fait d'études) et de reconnaissance de leur rôle et de leur voix. En conséquence, ils sont moins autonomes, moins responsabilisés et moins sécurisés en matière de maintien de l'emploi et de capacité à se positionner sur le long terme. Très peu d'entre eux ont aujourd'hui l'opportunité d'évoluer dans leurs responsabilités et leur fonction dans la filière, en devant entrepreneur, distillateur, propriétaire.

Les activités prévues d'ID et de ses partenaires intègrent une sensibilité sur les questions de genre et jeunesse. Leurs marqueurs ont par ailleurs été intégrés au cadre logique du programme et le seront également dans le dispositif de suivi-évaluation, permettant une lecture analytique des données spécifique pour ces groupes au cours de la mise en œuvre du projet, et la mise en place d'actions de remédiation le cas échéant.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

CONGO

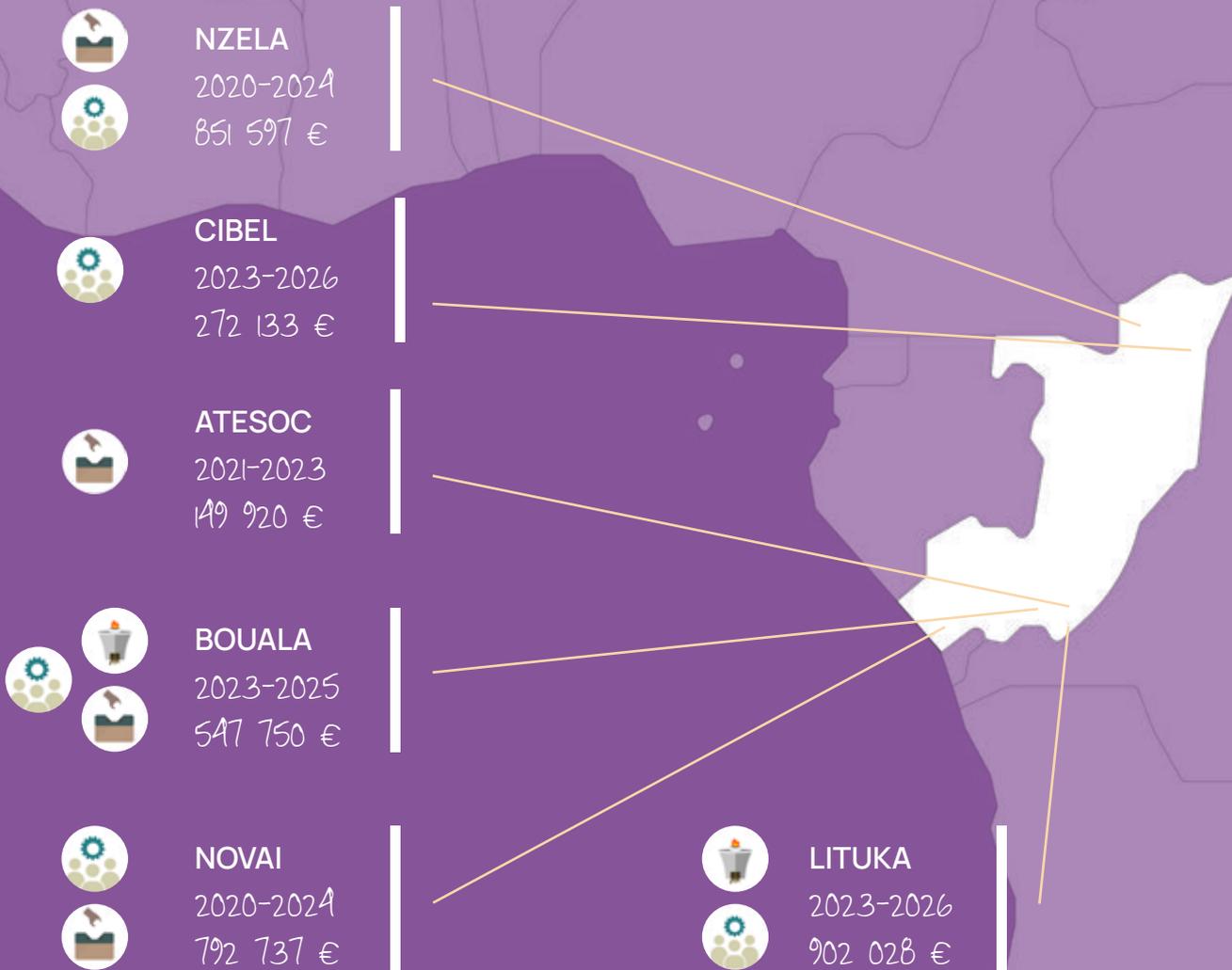
Une année charnière !



La situation du Congo se caractérise par une grande stabilité par rapport aux deux dernières années, après le choc des années Covid. Si cette stabilité est synonyme de paix, elle se traduit aussi par le statu quo en ce qui concerne la répartition des richesses issues de la rente pétrolière et forestière, c'est-à-dire par de très fortes inégalités entre les élites urbanisées qui dirigent le pays et les ruraux.

Le PCT – Parti Congolais du Travail, de Denis SASSOU NGUESSO semble toujours bien tenir les rênes du pouvoir malgré une rumeur de coup d'Etat mi-2023 lors d'un déplacement du chef de l'Etat à l'ONU. En raison de son grand âge (plus de 80 ans), la question de sa succession devient prégnante même s'il n'est pas exclu qu'il se présente à sa réélection en 2026. Le Congo rentre donc dans une zone d'incertitude sur ce point, accentué par les trajectoires politiques d'Etats voisins tels que le Gabon.

Le Congo se présente comme le fer de lance de la préservation de la forêt et a dans ce cadre, organisé en octobre 2023 le sommet des 3 bassins forestiers mondiaux (Amazonie, bassin du Congo et bassin du Mékong).



PARTENAIRES FINANCIERS

-  Institut Européen de la Forêt
-  Union Européenne
-  Agence Française de Développement

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Ministère de l'Aménagement du Territoire, des Infrastructures et de l'Entretien Routier
- Association des Femmes pour le Développement de la Bouenza
- GRET
- Action Contre la Pauvreté
- Association des femmes de la Bouenza
- Marie de Nkayi et d'Owando
- IBF
- Association des Communautés Locales et Autochtones en zones forestières
- Association Professionnel pour la Valorisation des Produits forestiers et Subsidiaries
- Ordre de Malte France

NOTRE STRATÉGIE



La stratégie d'ID en République du Congo se structure autour de plusieurs axes complémentaires dessinant les différentes expertises d'ID Congo :

- Développer et valoriser l'expérience de travail d'ID avec les populations autochtones que ce soit sur l'amélioration du vivre-ensemble avec les bantous ou sur une autre thématique
- Se positionner comme un partenaire crédible pour les ONG de conservation pour les aider à repositionner leurs actions pour une meilleure prise en compte des habitants vivant dans les aires protégées et une plus grande concertation autour de l'articulation conservation/développement
- Consolider les activités dans la zone nord du pays, zone où très peu d'organisations de solidarité internationale interviennent et où l'action d'ID est reconnue
- Devenir un acteur de référence pour le renforcement et l'accompagnement des organisations de la société civile congolaise vers plus d'autonomie

Actuellement, le portefeuille d'ID au Congo est majoritairement constitué de projets portés ou co-portés par la thématique Citoyenneté et Territoires (CT) et par le Pôle Accompagnement et Renforcement des Acteurs (PAR). Dans un pays composant la forêt du bassin du Congo, 2ème poumon vert de la planète, où le couvert forestier représente 65% du territoire national, il est dommage que la thématique Climat, Énergie, Forêt (CEF) ne soit pas davantage représentée. Un axe de travail sera donc de réfléchir à une stratégie CEF pour l'Afrique Centrale.

Ce rééquilibrage est en cours depuis la fin d'année 2023 puisque le projet Lituka, sur la structuration d'une filière de foyers améliorés à Brazzaville et Pointe-Noire, a officiellement démarré en fin d'année 2023. Ce projet financé par l'Initiative pour les forêts d'Afrique Centrale permet aussi de diversifier les partenaires financiers et de sortir du traditionnel duo UE-AFD.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

Les perspectives pour ID au Congo sont bonnes et variées puisque l'année 2024 devrait voir le Congo atteindre un volume d'activité jamais atteint jusque-là, avec 5 projets répartis sur l'ensemble du territoire national gérés par une coordination à Brazzaville et 6 sous-bases. L'année 2024 sera marquée par la relance des activités d'ID sur les foyers améliorés et par l'ouverture d'un deuxième projet dans la zone nord avec le projet CIBEL dans la Sangha en partenariat avec le World Wide Fund for Nature (WWF France). L'année 2024 sera également une année de transition avec la clôture du projet NOVAI.

Cette croissance en termes d'activités devrait permettre de consolider la structuration de la direction pays Congo-Gabon avec la création de nouveaux postes en supports aux projets (assistant direction pays, assistant logistique).



- * 1 guide inclusif finalisé, ancré dans la réalité du territoire et de ses acteurs et actrices
- * 2 ateliers de restitution des expérimentations du guide méthodologique
- * Identification des enjeux prioritaires de l'aménagement à un horizon de 20 ans
- * Renforcement des capacités d'une quinzaine d'acteurs et d'actrices

Dans le cadre du programme ATESOC lancé en 2021, ID a apporté un appui technique au Ministère de l'Aménagement du Territoire Congolais pour élaborer un guide méthodologique de conception de Schéma Départemental d'Aménagement du Territoire (SDAT). En dotant les départements d'un outil destiné à leur faciliter la conception des SDAT, ID a contribué à structurer l'aménagement du territoire et le processus de décentralisation au Congo. Après l'achèvement de la première version du guide méthodologique en 2022, des tests opérationnels ont été menés dans le district de Mindouli afin d'évaluer son adéquation avec la réalité du contexte. Ces tests ont conduit à des ajustements afin de parvenir à une version finale du guide.

Ce projet a permis la montée en compétence des acteurs et actrices en matière d'aménagement du territoire tout en renforçant les principes de participation et de concertation inscrits dans la loi congolaise pour l'aménagement et le développement du territoire.

Le programme ATESOC avait pour objectif de faciliter la mise en œuvre effective des futurs SDAT, essentiels à la préservation et à la gestion durable des espaces et des ressources naturelles.



BOUALA

Renforcer les droits et la participation des groupes vulnérables à la gouvernance forestière



Le rôle du PAR dans ce projet

Mise en place de l'approche AOC - MS et réflexion sur la méthodologie de ROI avec le comité de développement local

Le programme BOUALA contribue au respect de l'état de droit par la promotion d'une gestion participative des ressources forestières, et donc à leur préservation. Il a débuté en 2022 et depuis plusieurs activités ont été réalisées.

Une étude socio-anthropologique sur la vulnérabilité des habitants et habitantes, et la gestion des ressources forestières dans le district de Mouyondzi a été réalisée et ses résultats ont été partagés aux autorités locales, aux OSC/OCB puis aux populations bénéficiaires.

Les leaders et leadeuses des deux zones sélectionnées (Nguiri et Louboto) ont bénéficié de formations (leadership, genre, inclusion et participation) et des réflexions communes ont été menées pour trouver des stratégies de lutte contre les préjugés de genre.

- ✿ 1 diagnostic permettant l'identification des facteurs de vulnérabilité des femmes et des
- ✿ 13 ateliers de restitution du diagnostic dans les deux zones du projets
- ✿ Renforcement du pouvoir d'agir de 62 jeunes femmes et jeunes hommes
- ✿ 6 ateliers de cartographies participative avec la population de la zone Louboto
- ✿ 1 atelier vision changement avec 58 acteurs et actrices dans le cadre de l'AOC - MS sur une problématique de la déforestation
- ✿ 2 activités de suivi - encouragements avec les groupes des acteurs.rices de l'Approche Orientée Changement-appliquée à la Mobilisation Sociale
- ✿ 2 célébrations des journées culturelles (Journée de la femme rurale et Journée de l'arbre)

Des réunions ont été organisées dans la zone de Louboto pour comprendre les enjeux de la gestion forestière, suivies de la réalisation de cartographies participatives. Deux événements ont également été célébrés en partenariat avec l'AFDB : la journée internationale de la femme rurale et la journée nationale de l'arbre.

Concernant l'AOC-MS, un atelier « Visions et Changements » a été réalisé, ainsi que des focus groupes et des entretiens individuels afin de suivre les progrès et de recueillir les retours des acteurs et actrices impliqués.





Le rôle du PAR dans ce projet

le PAR est en appui méthodologique des approches innovantes suivantes: le Renforcement Organisationnel et Institutionnel-ROI et Approche Orientée Changement-AOC.

Dans le cadre du programme « Villes résilientes en République du Congo » financé par l'Union Européenne, lancé en 2021, ID est chargé du volet société civile dans la composante « société civile, eaux usées et déchets » portée par le Gret.

En effet, pour mobiliser la population, l'intervention d'ID est basée sur une méthodologie innovante attribuant le mérite des résultats aux acteurs et actrices locaux. Ainsi, après 3 ans de mise en œuvre, l'AOC-MS a permis de stimuler le changement des pratiques d'hygiène et d'assainissement d'une partie de la population de Nkayi et à Owando.

Un budget participatif décliné en deux guichets a favorisé la participation des citoyens et citoyennes dans le processus d'amélioration des conditions d'hygiène et d'assainissement de leur quartier dans ces deux villes.

- ✿ 1294 personnes proches des acteurs et actrices moteurs des changements ont librement amorcé des changements de pratiques.
- ✿ 12 messages de Plaidoyer des OSC portés par les communautés pratiques pour une meilleure prise en compte des jeunes et des femmes dans la gouvernance des villes de Nkayi et d'Owando.
- ✿ 22 séances de suivi des actions internes des OSC : 10 séances contre Owando 12 séances à Nkayi sur 4 trimestres.
- ✿ 20 Organisations de la société civile (OSC) arrivent au bout du Renforcement Organisationnel et Institutionnel (ROI) : renforcement sur 7 axes de formations.

20 OSC : 7 à Owando et 13 à Nkayi ont profité durant 3 ans d'un renforcement organisationnel et institutionnel, leur permettant de porter des microprojets soutenus par le budget participatif dans son premier guichet, le deux étant ouvert à toutes les OSC.

Enfin les OSC de ces deux villes, ont également bénéficié d'un accompagnement et d'un renforcement des capacités facilitant leur participation à la gouvernance de leur commune à travers des actions de plaidoyer pour une meilleure prise en compte des femmes et des jeunes.

NZELA

« Contribuer au renforcement du respect des droits des peuples autochtones et à l'amélioration de leurs conditions de vie dans le département de la Likouala »



- ✿ 1 réunion d'échange avec les couples mixtes (Bantou/Autochtone) sur la journée du 14 février 2023 à Enyellé
- ✿ 1 atelier - débat avec les femmes (autochtones et bantoues) de la communauté urbaine d'Enyellé en célébration de la journée internationale des droits de la femme, le 08 mars 2023
- ✿ 4 journées de sensibilisations intitulé « caravane des droits » dans les villages de Lobi, Akolo et Liboko sur l'axe Bétou dans la période
- ✿ 1 grande célébration de la journée internationale des Populations Autochtones en date du 09 août 2023 à l'esplanade du terrain de l'école primaire Antoine BOUNDZOU MOU dans la communauté urbaine d'Enyellé

Le rôle du PAR dans ce projet

- Former, suivre et appuyer les équipes – terrain dans la démarche d'accompagnement et le déroulement des approches
- Accompagner le processus de l'AOC depuis l'identification des bénéficiaires jusqu'à l'atelier final.
- Accompagner l'équipe (Chargée d'accompagnement et son auxiliaire) dans la consolidation des fiches compte rendu des changements.

Le projet NZELA visait à renforcer et promouvoir l'accès aux droits des populations vulnérables dans le district d'Enyellé (département de la Likouala), en particulier les populations autochtones, dans un contexte de forte domination des bantous sur les peuples autochtones qui se traduit par une relation de maître-esclave dite « relation du Milo ». Il était notamment question de promouvoir leur participation active dans la gouvernance du territoire.

Plusieurs activités ont été mises en œuvre via ce projet : de la sensibilisation des populations sur leurs droits,

la création d'un mécanisme de remontée d'informations des cas de violation de droits, de l'accompagnement à l'accès à la citoyenneté (via l'obtention d'acte de naissance et de carte d'identité), de la valorisation et promotion de la diversité culturelle (bantoue et autochtone), la sécurisation des terres via la promotion des droits fonciers coutumiers, du plaidoyer, etc.

De plus, une AOC-MS à destination des communautés locales (bantoues) et des populations autochtones a permis l'amélioration de leur relation via l'accompagnement de 40 binômes autochtone-bantou (plus de 80 changements réalisés).

Ces différentes activités avaient pour objectif de contribuer au renforcement du respect des droits des peuples autochtones dans la Likouala, et spécifiquement d'assurer une prise de conscience et un engagement collectif des acteurs locaux pour promouvoir et défendre les droits des populations autochtones dans le district d'Enyellé et favoriser le vivre-ensemble.

FOCUS CLIMAT

ID au coeur du bassin du Congo

La question climatique est une composante essentielle des programmes d'ID Congo, ne serait-ce que parce que le Congo est au cœur de la forêt du bassin du Congo, 2ème poumon vert de la planète. De plus, ID Congo travaille majoritairement en zone rurale où les habitants, majoritairement des agriculteurs, ressentent déjà les effets du changement climatique (baisse ou irrégularité des pluies, baisse des rendements, modification du calendrier cultural).

Les effets du changement climatique sont donc au cœur des préoccupations des habitants et donc des projets qu'ID construit avec eux. Dans le programme Bouala, ID intervient dans le district de Mouyondzi dans le département de la Bouenza, où la gestion des ressources forestières est jusqu'à présent le pré carré de quelques hommes propriétaires terriens, ce qui se traduit par une déforestation rapide. ID et ses partenaires essaient de redonner à la collectivité dans toute sa diversité un pouvoir d'influence et de décision sur la gestion forestière car tous les habitants subissent les bouleversements du changement climatique et les conséquences locales de la baisse du couvert forestier au niveau de leur district. Cette préoccupation climatique se retrouve dans le programme Lituka qui vise la relance d'une filière de foyers améliorés sur Brazzaville et Pointe-Noire afin de réduire la pression anthropique sur les massifs forestiers aux alentours de ces villes. Enfin il faut également souligner les actions d'ID Congo au service des populations autochtones du nord du pays, considérés comme "les gardiens de la forêt".

Dans le district d'Enyellé (Likouala), l'intervention d'ID vise avant tout la cohésion sociale, en revanche la future action d'ID dans le district de Sembé (Sangha) cherchera à concilier les enjeux de conservation de la biodiversité et l'amélioration des conditions de vie des populations qui vivent dans ces zones.



FOCUS PAYS

ID affirme sa volonté de s'implanter durablement dans les départements du nord du Congo

La blague récurrente quand on parle du projet NZELA consiste à rappeler dans un sourire que dans la communauté urbaine d'Enyellé, ID est une ONG locale car elle y est implantée depuis 3 ans alors que ses partenaires "locaux" qui interviennent à ses côtés ont des bureaux à Brazzaville et à Ouesso mais pas d'implantation permanente à Enyellé. Cette anecdote illustre à quel point la Likouala et dans une moindre mesure la Sangha, la Cuvette-Ouest et la Cuvette sont délaissées par les acteurs internationaux et nationaux.

ID Congo y est d'ailleurs arrivé presque "par hasard", elle qui avait tant l'habitude de travailler dans les départements dits du Sud. Après 3 ans de présence dans ce "grand nord", ID fait le choix stratégique de s'y implanter durablement et d'y développer de nouveaux projets pour consolider son expertise de mobilisation sociale auprès de publics autochtones comme bantous. Le projet Nzela entrera ainsi début 2024 dans une nouvelle phase intitulée Nguenguissa.

Et la fin de l'année 2023, a vu une mission exploratoire dans le district de Sembé (Sangha) pour préparer l'arrivée d'une équipe de 3 personnes dans le cadre du projet CIBEL porté par le WWF, sur lequel ID apporte son expertise en matière de concertation et d'Approches Orientées Changement (AOC). Ainsi malgré les interminables journées de routes pour se rendre dans les bases, les pannes de véhicule à répétition, les difficultés de communication dans des zones dépourvues d'électricité et d'une couverture réseau convenable, ID réaffirme sa conviction que tous les habitants, même les plus vulnérables, même les plus éloignés des espaces de décision peuvent devenir des acteurs du mieux-vivre et de la cohésion sociale dans leur territoire.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

FRANCE

Promouvoir l'engagement de la jeunesse néo-aquitaine sur les enjeux climatiques et solidaires.



En France et en Nouvelle-Aquitaine le contexte est connu par notre public, bailleurs et équipe. En comparaison à d'autres pays d'intervention d'Initiative Développement le paysage politique et associatif est stable. Nous ne traversons pas de crise particulière, si ce n'est un recul certain de l'intérêt des thématiques de solidarités, d'inclusion et d'interculturalité. La montée du climatoscepticisme rend parfois la sensibilisation sur les enjeux de dérèglement climatique et de solidarités plus difficile mais d'autant plus essentielle.

Nos publics habituels se sentent généralement déjà concernés par ces questions mais il est intéressant de proposer nos activités à des bénéficiaires d'horizons différents, peut-être moins touché-es par ces questions.

DEFIS

2023

82 000 €



PARTENAIRES FINANCIERS

 Région Nouvelle Aquitaine

 Ville de Mérignac

 Fondation de la Caisse d'Épargne

 **FONJEP** Fonds de coopération de la jeunesse et de l'éducation populaire

Fonds pour le Développement de la Vie Associative

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- KuriOz
- RADSI
- Festisol
- Universités et écoles
- Région Nouvelle Aquitaine

NOTRE STRATÉGIE



L'intervention d'ID en France s'inscrit dans le projet associatif même de l'ONG : il avait été décidé il y a plusieurs années "d'ouvrir un projet en France". C'est chose faite depuis cinq ans et la fusion entre Projets Solidaires et ID à travers la création du projet DEFIS. Mais cette ambition s'est bien élargie depuis et le projet initial s'est tant diversifié qu'il sera refondu pour 2024. Le but n'est plus seulement d'ouvrir un projet en Nouvelle-Aquitaine, mais d'avoir une stratégie d'implémentation plus globale et pérenne sur le territoire régional, voire au-delà. En 2023, nous avons testé de nouvelles activités comme la mobilisation bénévole et les ateliers de sensibilisation et abordé de nouveaux sujets tels que la justice climatique et les décolonialités. Le projet est également passé cette année sous la Direction des Opérations d'ID, lui donnant ainsi un suivi similaire à ceux des autres pays d'intervention.

Cette période d'extension nous permettra de proposer dès 2024 de nouvelles offres de bénévolat graduelles au sein d'une nouvelle approche plus engagée, tout en nous inscrivant dans des projets plus larges. La participation d'ID dans un projet européen (TEAMIT+) est inédite et permet à notre projet d'avoir un impact et un rayonnement dépassant la région Nouvelle-Aquitaine, territoire qui reste cependant notre terrain d'action principal.

L'objectif pour l'avenir est la volonté de tisser plus de liens avec les thématiques de l'association et certains projets portés par les Directions Pays. Cela nous permettrait de créer plus de synergies avec les autres activités d'ID et de tirer partie des compétences de chacun et chacune.

L'implantation des activités en France est un enjeu fort pour ID, afin de renforcer notre ancrage local.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

En 2024, l'objectif du projet en France est de proposer davantage d'activités à un public plus diversifié au sein d'un projet plus large appelé Initiatives Jeunes. Le programme DEFIS composé de projets tuteurés devient maintenant l'une des activités que nous proposons, aux côtés d'offres de bénévoles d'animateur.rice d'ateliers de sensibilisation sur l'environnement et portant sur une campagne de plaidoyer à échelle européenne incluant la participation à notre événement phare : le Rendez-Vous des Transitions Écologiques et Solidaires. L'offre d'engagement que nous proposons aux jeunes de 18-30 ans est graduelle afin de s'adapter aux disponibilités du plus grand nombre. Nous offrons aussi la possibilité à des jeunes futurs entrepreneurs de participer à un programme de formation européen du projet TEAMIT+ dont nous et notre Rendez-Vous faisons partie.

Nous travaillerons cette année sur un diagnostic des besoins de la jeunesse en matière de climat et de solidarités en réalisant des entretiens et questionnaires auprès de jeunes évidemment, mais aussi de structures en lien avec des jeunes et/ou spécialiste de ces enjeux.

Les perspectives d'ID en France sont aussi un militantisme plus important et une prise de positions plus forte sur certaines questions d'engagement au sujet des transitions écologiques et solidaires, où la transition écologique sera une des priorités du projet stratégique.



- ✿ 325 bénéficiaires directs jeunes sur l'édition 2023
- ✿ 10 projets œuvrant pour les Transitions Écologiques et Solidaires accompagnés par 76 étudiantes et étudiants de RNA au sein de 9 formations de Nouvelle-Aquitaine
- ✿ 13 bénévoles recrutés et formés lors d'un week-end d'intégration à Poitiers pour le 1er volet de mobilisation bénévole, ayant sensibilisé 106 jeunes de la région lors de l'animation de leurs ateliers
- ✿ 1 RDV des Transitions Écologiques et Solidaires avec 109 participant.e.s et plus de 95% de satisfaction de leur part

Cette année, nous avons pu proposer aux jeunes Néo-Aquitains plusieurs formes d'engagement : l'expertise étudiante professionnalisante dans le cadre de leur formation (les DEFIS traditionnels) et une offre bénévole tournée autour de L'Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI).

10 projets tuteurés de DEFIS ont été lancés dès septembre et ont permis de mettre en lien des porteur.se.s de projet français.e.s comme internationaux.nales et des étudiants néo-aquitains sur des problématiques précises de leur projet engagé (appui technique, études d'impact, diagnostic...).

- 3 projets en France (2 en Région Nouvelle Aquitaine), 2 au Togo, 1 en Côte d'Ivoire, 1 au Mali, 1 au Sénégal, 1 au Congo Brazzaville et 1 à Madagascar
- Université de Bordeaux, Université de Bordeaux Montaigne, IAE de Niort (Université de Poitiers), Université de La Rochelle, Sciences Po Bordeaux, et INSPE de Bordeaux.

Cette édition de DEFIS 2023 a été marquée par le lancement de la 1ère édition de mobilisation bénévole d'ID. Cette année ce sont 13 bénévoles qui ont été recrutés – certains participant aussi aux projets tuteurés – et formés à des outils d'éducation populaire par notre partenaire KuriOz lors d'un weekend à Poitiers. Elles et ils ont ensuite pu sensibiliser d'autres jeunes de la région. Le Rendez-Vous des Transitions Écologiques et Soli-

dares en décembre à Bordeaux a permis de réunir ces deux activités. Le public a pu assister à la présentation du travail des étudiants et des projets des porteurs et a participé aux ateliers de sensibilisation animés par les bénévoles. De plus, une table ronde « Justice climatique et décolonialités » animée par des spécialistes de ces questions a permis de lancer les discussions entre les participants.

En 2023, nous avons aussi lancé les activités du programme européen TEAMIT+, une première pour ID ! Ce programme, initié par notre partenaire l'ESTIA (école d'ingénierie à Bidart) et réalisé dans 4 pays (Grèce, Finlande, Espagne et France), vise à soutenir la création de coopératives de jeunes à impact environnementales et/ou social. Côté ID, nous sommes en charge de la sensibilisation des participants aux enjeux climat et solidarités.

Cette fin 2023 a également été marquée par la refonte du projet pour les années à venir. Ce projet est désormais élargi géographiquement mais aussi en termes d'activités. Son nouveau nom est Initiatives Jeunes, à l'année prochaine pour le récapitulatif de ce nouveau chapitre !

FOCUS CLIMAT

Les Transitions Écologiques et Solidaires, tout un programme

L'ensemble des activités du projet France sont tournées autour des enjeux climat et solidarités. C'est le but même de notre événement annuel, le Rendez-Vous des Transitions Écologiques et Solidaires, qui permet de réunir nos deux activités de l'année : les projets tuteurés engagés de DEFIS qui travaillent sur des problématiques environnementales et/ou solidaires, et la mobilisation bénévole qui sensibilise d'autres jeunes via des ateliers ECSI abordant ces mêmes enjeux.

Lors de l'édition 2023 du Rendez-Vous, une table ronde sur le thème essentiel qu'est la "Justice Climatique et Décolonialités" a été animée par 4 intervenantes passionnées et passionnantes. Le but était de proposer un autre angle d'approche de la question climatique, plus inclusif et moins classique que ce que nous avons l'habitude de voir lors des événements sur le climat.

Entre la formation des bénévoles sur les outils d'ECSI en octobre et le Rendez-Vous en décembre, nous avons aussi pu proposer aux jeunes des rencontres en ligne avec des professionnels des questions climatiques et solidaires. Nous avons notamment rencontré des membres d'Acclima Terra le conseil régional scientifique sur le dérèglement climatique, de Greenpeace France, de l'Office National des Forêts et d'autres structures inspirantes.

Enfin, l'intégration de la question climatique dans nos activités se fait aussi à travers les actions de notre équipe. Ayant rejoint un projet européen pour lequel notre rôle est de sensibiliser autour de la question climatique, il est essentiel pour nous de transmettre des valeurs de justice climatique et d'engagement à des jeunes futurs porteurs et porteuses de projets et d'action.

FOCUS PAYS

Des bénévoles à l'ID !

Nous avons lancé en octobre 2023 le premier programme de bénévolat d'ID. Concentré sur la Nouvelle-Aquitaine, il a permis de recruter et de former 13 jeunes bénévoles de toute la région. Nous les avons réunis une première fois lors d'un Weekend d'Intégration et de Formation de 2 jours à Poitiers, où notre partenaire KuriOz a pu les former à animer 3 outils de sensibilisation sur les Objectifs de Développement Durable (ODD). Les bénévoles ont ensuite animé ces ateliers auprès de lycéens, étudiants et auprès du public de notre événement en décembre, le Rendez-Vous des Transitions Écologiques et Solidaires. C'est à cette occasion qu'ils et elles se sont retrouvés à nouveau, cette fois en tant qu'animateurs et animatrices d'ID.



Celles et ceux qui avaient l'envie nous ont aussi appuyés sur des aspects de l'organisation de l'événement : communication, invités, outil de satisfaction, etc...

Entre octobre et décembre, les bénévoles ont également participé à des appels avec des professionnels engagés sur les questions de climat et de solidarités. Nos bénévoles ont ainsi pu discuter avec des structures telles que Acclima Terra, Greenpeace, l'Office National des Forêts, Cool'eurs du Monde, l'IFAID et autres intervenants inspirants. Nous sommes ravis de cette première édition qui a permis de réunir des jeunes motivés et intéressés par ces questions et venant tous et toutes de parcours et d'horizons très différents. Les rencontres, les échanges et l'ensemble de la mobilisation bénévole n'en ont été que plus riches !

DEFIS professionalise des jeunes

Une des caractéristiques de notre projet est notre souhait de participer à la professionnalisation des jeunes de Nouvelle-Aquitaine. Nos activités ont pour but de certes mobiliser leur engagement de diverses manières mais aussi de leur donner des compétences et expériences engagées qui leur seront utiles pour leur futur professionnel. Les projets tuteurés sont souvent une de leurs premières expériences de travail avec des commanditaires réels et qui s'adressent à des problèmes concrets du monde de la solidarité. Cette expertise dépasse le simple cadre universitaire et est un vrai plus à mettre en avant sur leur CV. De tels projets leur permettent de développer leurs compétences de travail de groupe, d'utiliser leurs connaissances théoriques sur une problématique réelle ainsi que de découvrir un aspect du monde professionnel vers lequel ils et elles s'orientent grâce à la rencontre avec des porteurs et porteuses de projet inspirants.

Les étudiants ont également l'opportunité de présenter leur travail lors du Rendez-Vous des Transitions Écologiques et Solidaires que nous organisons ainsi qu'à leur soutenance finale à laquelle les porteurs de projet sont invités. Ces temps de présentation publique sont l'occasion idéale de valoriser leur travail face à une audience constituée d'autres étudiants et de professionnels du milieu. Ils leur permettent également de faire preuve d'un esprit de synthèse et de s'exercer à la prise de parole en public. Nous proposons également à d'anciens étudiants de DEFIS qui développent leur propre projet de candidater à l'appel à projet en tant que porteur et porteuse afin que nous puissions à notre tour les soutenir dans leur entreprise.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

HAÏTI

L'engagement comme étendard dans un contexte turbulent et ardu



Depuis juillet 2018 le pays connaît une crise socio-économique, à laquelle s'est ajoutée une crise sécuritaire et institutionnelle. Des phases de troubles politiques ont depuis lors régulièrement paralysé les activités économiques. Le Premier Ministre Ariel Henry, Président par intérim depuis l'assassinat du Président Jovenel Moïse en 2021, n'a toujours pas pu organiser des élections, attendues depuis 2016. L'année 2023 a également été marquée par de l'insécurité, notamment dans la capitale de Port au Prince et une violence armée de la part des gangs toujours plus prégnante. Auparavant circonscrits à certains quartiers de la capitale, ces actes touchent maintenant toute la zone métropolitaine de Port-au-Prince, et jusqu'aux autres départements du pays.

A la dégradation des infrastructures sociales (écoles, hôpitaux...), à l'exode de milliers de personnes et aux problèmes d'accès aux services de base s'est ajoutée une inflation élevée, entraînant 40% de la population dans l'insécurité alimentaire à la fin de l'année. C'est dans ce contexte qu'a été approuvé en octobre l'envoi d'une Mission Multi-nationale d'Appui à la Sécurité (MMAS), menée par le Kenya et soutenue par les Nations Unies. Il est espéré que cette force contribue à la reprise de la capitale aux gangs, qui contrôlent actuellement 80% de la capitale, et amène un nouveau souffle de stabilité dans le pays tout entier.



TIMAMA 2

2021-2024

1 750 032 €



Programme Développement

Local Jeunes

2021-2024

1 021 000 €



PAGODE

2019-2023

6 800 000 €



Projet d'appui sur les formations en techniques urbaines

2023-2024

435 467 €



PARTENAIRES FINANCIERS



Délégation de l'Union Européenne



Agence Française de Développement



Union Européenne (UE) via le Programme Ur-
bayiti (Expertise France)



Comité Interministériel d'Aménagement Territo-
rial (CIAT)

Bureau de la Coopération Suisse en Haïti

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- Université Publique Du Sud Aux Cayes (UPSAC)
- Université d'Etat d'Haïti (UEH)
- Solidarite Fanm Ayisyèn (SOFA)
- Entraide Médicale Internationale (EMI)
- Service Œcuménique d'Entraide (SOE)
- GRET
- Agence Européenne pour le Développement et la Santé (AEDES)
- Ministère de la Santé Publique et de la Popula-
tion (MSPP)
- Cellule de Réflexion et d'Intervention (CRI)
- Centre des Amis de la Francophonie (CAF)
- Association des Directeurs d'École pour La
Tortue Meilleure (ADETOM)
- Coordination Régionale des Organisations du
Sud-Est (CROSE)
- Groupe de Recherche et d'Appui au Milieu Rural
(GRAMIR)
- Institut de Technologie et d'Animation (ITECA)
- Institut de Recherche et d'Application des Mé-
thodes de Développement (IRAM)

NOTRE STRATÉGIE



ID développe ses actions depuis 1994 dans le Nord-Ouest, département parmi les plus vulnérables et plus éloignés de la capitale. Active surtout dans 7 des 10 communes du département, pour un total d'environ 480 000 habitants, ID accompagne les acteurs locaux sur diverses thématiques, en particulier le développement local et la santé. L'ONG s'appuie donc sur une présence de 30 ans dans le pays et plus particulièrement dans ce département, qui lui permet d'avoir une connaissance très fine du contexte, des acteurs, des enjeux du territoire et un réseau important de partenaires et institutions locales qui sont des relais d'implémentations indispensables. Dans un contexte de crise, de difficulté de déplacements et d'approvisionnement, il n'est pas question de chercher à tout prix à s'étendre, mais bien de s'assurer un niveau de qualité optimal, ce qui implique une certaine concentration des activités.

Les approches territoriales et l'implication des acteurs locaux sont au cœur des programmes d'ID en Haïti. La participation locale, la mise en œuvre d'actions concertées par les acteurs locaux, la responsabilité et la redevabilité ont permis beaucoup d'avancées en termes de développement local. Pour renforcer ces approches, ID travaille beaucoup avec les femmes et les jeunes, qui sont bien souvent les groupes les plus marginalisés et dont les besoins spécifiques ne sont pas considérés. Le renforcement du système de santé est l'autre axe fort d'ID dans le département, avec une attention particulière portée sur la lutte contre la malnutrition, la santé materno-infantile, la santé sexuelle et reproductive et la lutte contre les violences basées sur le genre. Dans une vision intégrée mêlant l'approche institutionnelle (renforcement des centres de santé et prestataires de soins...) et l'approche communautaire (Club de mères, Club de jeunes, Agents de Santé Communautaires et Polyvalents...) afin d'atteindre les populations cibles.

Dans un contexte d'enclavement et de perte d'horizons des communautés, ID cherche également à valoriser les organisations et réseaux déjà actifs dans des animations socio-culturelles (théâtre, danse, musique, émissions de radios...). Que ce soit en matière de lutte contre les violences basées sur le genre, de protection de l'environnement ou encore de prévention des maladies hydriques, l'émulation positive qui ressort de telles activités, portées par des collectifs d'acteurs locaux eux-mêmes, est un élément clé de la stratégie d'intervention d'ID.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

L'année 2023 a été un parfait exemple de résilience et d'adaptation, de nos équipes comme de nos partenaires et des communautés avec lesquelles nous travaillons, qui sont restés mobilisés malgré le contexte turbulent et ardu. Cette année annonce également la clôture de grands programmes structurants pour ID en Haïti. Il sera donc ensuite temps d'écrire un nouveau chapitre, en capitalisant sur les dynamiques prometteuses engagées. Ainsi, ID souhaite renforcer son ancrage dans le grand Nord, zone historique d'intervention de l'ONG. Du point de vue opérationnel, ID poursuivra ses actions en faveur du système et des actrices et acteurs de santé, et en direction de la jeunesse haïtienne.

Pour ce qui est de la santé, l'accent continuera d'être donné sur le Bas Nord-Ouest qui cristallise bon nombres de vulnérabilités, en favorisant une approche multisectorielle pour lutter contre la malnutrition, favoriser la santé materno-infantile, et globalement renforcer les structures de santé dans une meilleure prise en charge des patients. L'ONG continuera son accompagnement en faveur des associations et groupes de jeunes pour qu'ils deviennent des acteurs à part entière du développement de leurs communes. Une orientation plus économique sera cependant prise avec l'ajout d'un volet plus entrepreneurial. Du point de vue organisationnel, il sera question de fidéliser les équipes dans un contexte de fuite des cerveaux, mais aussi de renforcer les procédures et formations en matière de sécurité d'une part, et de lutte contre l'exploitation, les abus sexuels et le harcèlement (EASH) d'autres part.



Le rôle du PAR dans ce projet

Dans un objectif de transfert de compétences, les équipes du PAR ont pu former et accompagner le partenaire ITECA dans la mise en place d'une AOC-MS. Cette démarche s'est déroulée sur la commune de Tiburon, dans le département du Sud. La problématique choisie par les acteurs a été la pollution environnementale. Pour compléter les changements individuels et collectifs pris par les acteurs sur ce sujet, un projet d'aménagement d'une ravine portée par la commune a été financé par le Fonds d'investissement local (FIL) via le guichet communal.

Initié en 2019 en Haïti, le PAGODE visait à appuyer les acteurs nationaux (ministères, État) et départementaux (collectivités territoriales, services déconcentrés, société civile...) du Grand Sud haïtien avec pour objectif d'améliorer la cohérence des actions de gouvernance locale au profit des populations haïtiennes. Le programme a donc encouragé des dynamiques locales, autour d'un renforcement des initiatives de gouvernance partagées, inscrites dans un cadre adapté au contexte vulnérable de ces communes. Il en a résulté un dispositif pluriel de renforcement des acteurs déployé dans

- ✿ 11 projets municipaux en lien aux plans communaux de développement financés par le Fonds d'Investissement Local (FIL)
- ✿ 58 projets communautaires mis en place par des OSC financés par le Fonds d'Investissement Local (FIL)
- ✿ 60 agents exécutifs intérimaires et 80 agents municipaux du département du Sud ont suivi la nouvelle formation en Gestion Municipale
- ✿ 1 "Déclaration de Marion Dufanal" signée par une quarantaine de réseaux d'organisations et d'organisations de la société civile pour un changement et un engagement collectif dans 4 communes de la côte Sud.
- ✿ 77 OSC-OCB formées et accompagnées

les onze communes du PAGODE. Les acteurs locaux ont pu employer les compétences nouvellement acquises via la mise en œuvre de projets locaux à caractère économique et environnemental. 69 projets structurants ont ainsi été réalisés par les acteurs locaux. En outre, les projets ont été pleinement imprégnés par les enjeux de Genre et Inclusion Sociale (GIS) ainsi que de Gestion des Risques et Désastres (GRD), à travers les outils et formations développés en amont et en continu sur ces thèmes. Enfin, un programme novateur de formation labellisé en gestion municipale qui a vu le jour et a été expérimenté avec l'Université Publique du Sud aux Cayes (UPSAC).



PROGRAMME DÉVELOPPEMENT LOCAL JEUNES

“Les jeunes porteurs de changements dans le Haut Nord-Ouest”



Le rôle du PAR dans ce projet

Pour compléter la démarche du projet, il semblait important d'y intégrer une AOC-MS afin d'engager un processus de changements, individuels comme collectifs, concernant les freins à la participation des jeunes à la vie publique/citoyenne. La problématique prioritaire a pu être identifiée durant un événement organisé à Saint Louis du Nord appelé le Forum des Jeunes. La suite de la démarche a ensuite permis aux acteurs de définir de façon consensuelle une vision d'amélioration commune fédératrice en faveur de la participation des jeunes. Chaque groupe d'acteur impliqué dans l'AOC a alors défini des changements le concernant pour contribuer à l'atteinte de cette vision. Les équipes ont pu suivre ces changements sur toute l'année 2023, et continueront de le faire et de les encourager sur l'année à venir.

- ✿ 1 bâtiment construit sur l'Île de la Tortue pour favoriser l'épanouissement, le développement de capacités culturelles des jeunes et la disponibilité des services déconcentrés de l'Etat
- ✿ 9 membres d'associations partenaires ont bénéficié d'un renforcement de capacité numérique
- ✿ 53 associations et groupes de jeunes des 3 communes ont bénéficié de renforcement de capacité technique
- ✿ 12 associations et groupes de jeunes ont reçu des subventions pour mettre en place leur propre projet
- ✿ 1844 jeunes ont bénéficié directement de l'appui du programme DL dans les communes de Saint-Louis du Nord, Anse-A-Foleur et Ile de La Tortue à travers la subvention en cascade accordée aux associations partenaires

Le projet est né du constat d'un manque de reconnaissance et d'une perte de confiance des jeunes, pourtant acteurs au cœur du développement local, dans un contexte de « vivre ensemble » dégradé. En effet, la crise économique, politique et institutionnelle traversée par Haïti a particulièrement touché les populations déjà vulnérables que sont les jeunes et les femmes, entraînant perte de ressources, de repères, de confiance et d'horizon d'opportunités. L'objectif est ainsi de créer un climat de confiance chez les acteurs locaux, en particulier les jeunes, et de contribuer à un regain d'espoir via un développement territorial inclusif, en renforçant la participation citoyenne dans les politiques publiques territoriales. Avec l'accompagnement des jeunes à se structurer et/ou le renforcement de leurs organisations, ID vise à enclencher une dynamique vertueuse en leur faveur. Leurs initiatives sont soutenues via un financement en cascade de projets prioritaires. Un appui est également fourni à l'attention des organes de concertation et des communes cibles. Enfin le projet est construit sur une démarche multi-acteurs orientée vers le changement pour améliorer le dialogue, la gouvernance, et la prise en compte de leurs besoins.

TIMAMA 2

Renforcement des systèmes et acteurs
clés de santé dans le Nord-Ouest



Le rôle du PAR dans ce projet

Le changement de comportements étant une clé du succès du programme TIMAMA 2, il était envisagé dès la conception du projet la mise en place d'une AOC-MS. Les équipes d'ID ont ainsi accompagné les démarches portées par les acteurs eux-mêmes qui ont fait le choix d'agir pour la lutte contre les grossesses précoces et l'accès aux soins. En parallèle, et toujours dans cette vision intégrée qui comprend à la fois les volets communautaire et institutionnel, les prestataires de soins ont manifesté des besoins de renforcement. Ainsi, ID a appuyé la mise en place et le suivi d'un plan de renforcement institutionnel et organisationnel (ROI) dans toutes les institutions de santé du programme (25).

- ✿ 25 prestataires de soins formés sur le Soins Obstétricaux - Néonataux d'urgences (SONU), le soin prénatal et la planification familiale.
- ✿ 45 acteurs communautaires regroupés en 5 groupes sont accompagnés dans la mobilisation à travers une Approche Orientée Changement (AOC-MS).
- ✿ 36 mères leaders sont renforcées à travers des séances de formations et un accompagnement technique pour accompagner les 18 clubs de mères dans leurs communautés.
- ✿ 30 Agents de santé communautaires Polyvalents (ASCP) ont été renforcés à travers des séances de formations et un accompagnement continu sur le terrain afin qu'ils puissent fournir des soins préventifs aux ménages dans leurs zones de dessertes.
- ✿ 5 structures de santé ont été réhabilitées dans le but d'offrir un meilleur accueil aux usagers.

A travers ce programme, les populations locales du Bas Nord-Ouest doivent pouvoir avoir accès à des services de santé intégrés pour toutes et tous sur leurs territoires. Concrètement, les activités visent à développer la qualité et l'efficacité du continuum de soins et contribuer à la fin des décès materno-infantiles évitables.

ID se base sur une approche intégrée, qui s'oriente à la fois sur le volet communautaire, en renforçant les agents de santé communautaires dans leur mission de promotion de la santé et de prévention, mais aussi sur le volet institutionnel. Ce dernier se traduit par un appui aux structures de santé afin qu'elles assurent une préparation et réponse adéquate aux menaces, alertes et crises sanitaires. C'est ainsi tout l'écosystème de la santé qui est renforcé, des radios communautaires qui diffusent des messages de sensibilisation sur la santé sexuelle, aux médecins de communes, échelons clés de la prise en charge, en passant par les clubs de mères et les matrones.

CONSULTANCE

Projet d'appui sur les formations en techniques urbaines



- * 2 experts internationaux et 4 experts haïtiens qui travaillent en synergie
- * 5 jours de mission de terrain dans le grand sud d'Haïti, des Cayes à Jérémie en passant par Beaumont et 1 jour à Port-au-Prince
- * 1 état des lieux établi afin de saisir la réalité de la problématique urbaine au cœur même des zones d'implantation du programme Urbayiti
- * 1 programme de formation proposé pour divers échelons : le Master universitaire en génie Civil et Urbanisme, le Diplôme technique Urbanisme et la mise à niveau des personnels municipaux en Techniques Urbaines
- * 1 étude de préfiguration prévue dans le but d'analyser la faisabilité des programmes de formation et de fixer les conditions d'implémentation avec des partenaires comme UP-SAC et UEH via son programme URBATeR

Ce projet fait partie du programme européen Urbayiti 2018-2024, financé principalement par le 11ème Fonds Européen de Développement (FED). Conclu en juin 2023 pour le compte du Comité interministériel d'aménagement du territoire (CIAT) en tant que pouvoir adjudicateur, il consiste en la réalisation d'une mission d'état des lieux des formations en techniques urbaines et de construction d'un programme de formations.

Dans ce cadre, une équipe d'assistance technique a été mise en place par ID et le projet est exécuté en partenariat avec Université d'Etat d'Haïti (UEH). L'objectif général consiste à proposer les actions indispensables en matière de formation pour mettre en place les différentes filières et métiers de l'urbain, pour doter les institutions locales et régionales de techniciens et professionnels leur permettant de mieux gérer les territoires. La formation permettra de disposer d'une masse critique de professionnels maîtrisant les techniques ainsi que les outils de contrôle et suivi d'un territoire urbain et formera des techniciens polyvalents en urbanisme, hydraulique, voiries urbaines qui œuvreront principalement dans les municipalités.



FOCUS CLIMAT

Prendre en compte la vulnérabilité climatique pour assurer la pérennité des programmes

Selon l'Indice ND-GAIN, Haïti se classe 169e sur 185 en termes de vulnérabilité. En plus de sa vulnérabilité objective aux changements climatiques et à l'augmentation des catastrophes naturelles qui en découlent, le pays se caractérise par son très faible niveau de préparation. Pour assurer la pérennité des actions, il est donc indispensable d'intégrer les enjeux climat dans les projets. Même s'il est vrai qu'il n'y avait pas de programmes rattachés à la thématique "Climat, Énergie, Forêt" en 2023, la question climatique nourrit à la fois la logique d'intervention des programmes, mais infuse également dans les activités même.

Cela s'est traduit très concrètement au sein du programme PAGODE dans les initiatives financées par le Fond d'Investissement Local (FIL) qui devaient respecter le Code des financements où l'environnement était expressément mentionné. Ainsi, une grande partie des projets ont concerné "l'environnement, la gestion des ressources naturelles et la mitigation des risques de catastrophes".

Dans le Haut Nord-Ouest, les enjeux écologiques sont une réelle source d'inquiétude pour la jeunesse, notamment la question des déchets, problématique particulièrement visible dans le paysage urbain. Cette préoccupation a nourri l'AOC-MS qui a justement porté sur les changements de comportement à opérer en faveur de la réduction et de la gestion des déchets de la ville de Saint Louis du Nord. La question climat ne concerne d'ailleurs pas uniquement les projets mais l'organisation en elle-même également. La réduction de l'empreinte carbone a ainsi motivé l'équipement de panneaux solaires sur les toits des locaux, et une meilleure isolation des bureaux face aux fortes chaleurs.



FOCUS PAYS

Compagnonnage : une approche innovante de renforcement de capacités des prestataires de soins

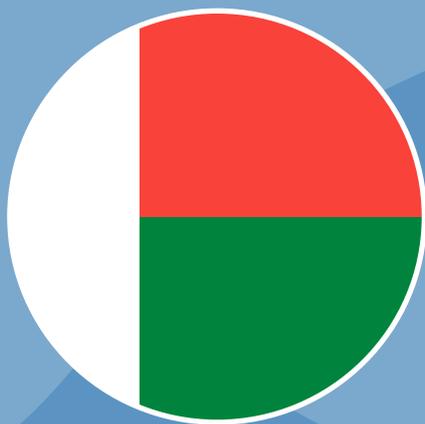
Au sein du programme Santé, le compagnonnage fait partie de la stratégie d'accompagnement, tout en étant une approche plus personnalisée et plus axée sur un renforcement spécifique des compétences des prestataires de soins et des Agents de Santé Communautaires Polyvalents (ASCP).

Il vise à renforcer les compétences, le savoir-faire et le savoir-être des personnels, via de la formation continue, l'accompagnement et le suivi régulier dans les différents services, l'utilisation systématique des outils du ministère, et le renforcement des supervisions formatives tant au niveau institutionnel que communautaire. Le compagnonnage se traduit aussi par un soutien du programme à la direction sanitaire du Nord-ouest et les médecins de communes en vue de renforcer leurs supervisions. En étant personnalisé, il s'adapte aux besoins spécifiques des personnels.

Cette démarche a permis de redynamiser les liens entre la communauté et les structures sanitaires grâce au développement et au maintien des services de promotion pour la santé et prévention des maladies au niveau des ménages et des communautés en général via un réseau d'ASCP actif pour répondre au mieux aux besoins réels des usagers. Il est déterminant pour l'amélioration de la qualité et de la continuité du service tant au niveau institutionnel que communautaire.

Cette approche innovante a également permis d'assurer l'adéquation entre le comportement des ménages et les bonnes pratiques visées par les prestataires. ID veille également à la pérennité de ses activités en s'assurant de la relation transparente entre les prestataires, l'organisation en charge du compagnonnage et les bénéficiaires, et de l'implication continue des autorités sanitaires comme les directions départementales. Grâce au compagnonnage, ce sont actuellement 49 prestataires de soins du Bas Nord-Ouest qui ont été renforcés de façon durable.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

MADAGASCAR

Une intervention en progression



Madagascar continue sa trajectoire de redressement post-COVID, et témoigne en 2023 d'une plus forte ouverture à l'international, d'une reprise du tourisme essentiel au développement économique du pays, favorisée par une saison cyclonique calme par rapport à celle, dévastatrice, subie en 2022.

Fin 2023, le pays fait face à deux grandes actualités : tout d'abord, l'élection présidentielle remportée par le président sortant Andry Rajoelina, en dépit de manifestations importantes alimentées par le collectif de candidats de l'opposition (parmi lesquels certains membres des gouvernements précédents).

La saga électorale a de nouveau rendu visible un bilan de mandat mitigé, et des besoins toujours plus grandissants au sein du pays. Ensuite, et en lien avec les activités d'Initiative Développement à Madagascar, le pays se prépare également au vote et au passage en vigueur de la Loi appelée « 0 déforestation » qui devrait agiter les multiples chaînes d'approvisionnement en ressources et matières premières à Madagascar : les exportateurs et acheteurs finaux de l'Union Européenne seront ainsi, à partir de 2024, redevables de leurs pratiques environnementales et sociales sur l'ensemble de la chaîne, provoquant, c'est à espérer, le redressement de pratiques délétères trop souvent à l'œuvre sur la grande île.



PARTENAIRES FINANCIERS

-  Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères
-  Région Nouvelle-Aquitaine
-  Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse
-  Agences de l'Eau Adour-Garonne
-  Région Itasy
-  Fondation Givaudan
-  GIZ / Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit
-  Agence Française de Développement

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- 4 Intercommunalités : 3A MIROSO, 3AI, MAMI-SOA et ASA
- Région Itasy
- Région Nouvelle-Aquitaine
- Le Comité de Gestion du Lac Itasy (COGELI)
- Cabinet BEST
- Le Réseau Associatif pour le Développement et la Solidarité Internationale (RADSI)
- Planète bois (France)

NOTRE STRATÉGIE



À Madagascar, Initiative Développement intervient sur 2 volets d'action bien distincts.

Au centre du pays, dans les terres des hauts plateaux, au sein de la région limitrophe de la région capitale en Itasy, ID poursuit un programme important d'appui à la gouvernance locale depuis 2019, dans le cadre d'un partenariat de coopération décentralisée liant la Région Itasy et la Région Nouvelle-Aquitaine: le programme PAGLI. Ce programme ambitieux a clôturé sa première phase soutenue par de nombreux bailleurs en 2023 avec de très beaux résultats et impacts, notamment un indice de gouvernance locale amélioré, relevé au sein des communes cibles de son action.

Une phase 2 a pu être lancée en fin d'année grâce, en particulier, au soutien de l'Agence Française de Développement, bailleur de la Région Nouvelle-Aquitaine. Cette nouvelle phase de 3 ans a été confiée à ID en tant qu'opérateur, une belle marque de reconnaissance du travail effectué ces 4 dernières années

avec les régions et avec les acteurs locaux. Le PAGLI 2 représente ainsi une véritable phase d'accélération pour l'intervention d'ID sur la thématique. Davantage de communes seront associées au programme qui ouvrira également un volet thématique de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) plus important que sur la phase 1, ciblant une ressource indispensable au développement de la région et à sa sécurité environnementale et alimentaire : celle du lac Itasy.

En parallèle, ID continue d'agir sur la bande Est du pays au sein du secteur de production d'huile essentielle de feuilles de girofle. En cohérence avec l'action portée par l'ONG sur la filière ylang depuis plus de 10 ans, ID y poursuit un travail remarquable et a su renouveler cette année l'exploit de l'année passée : celui de développer un alambic de distillation toujours plus performant environnementalement, et répondant directement aux besoins en matière de qualité des huiles essentielles produites des acheteurs-exportateurs.

La présence de la Direction Pays d'ID en Océan Indien en capitale à Antananarivo permet enfin une visibilité croissante de l'ONG sur l'île rouge. ID y choisit ses secteurs d'intervention en bonne complémentarité de ceux des acteurs préexistants sur place, et cherche notamment à se rapprocher d'une stratégie partenariale globale à l'ONG plus forte en allant à la rencontre d'acteurs locaux avec lesquels s'associer et catalyser les efforts de développement. Cette visibilité se ressent notamment à l'échelle régionale où ID est désormais identifiée au sein de réseaux clés pour le travail qu'elle effectue en Océan Indien.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

Dans le centre du pays, les efforts de 2024 seront consacrés à la bonne mise en œuvre du PAGLI 2, exécuté notamment grâce aux renforts de l'équipe ID sur place et de ses partenaires. Cadre de collaboration et gouvernance renforcé, planification partagée, et accélération des dynamiques de concertation et autonomisation seront au programme.

Tout comme aux Comores, en 2024 ID lancera également une nouvelle phase d'action au cœur de la filière de production de l'huile essentielle de girofle, permettant à l'ONG d'étendre son intervention à la fois d'un point de vue géographique sur la bande Est du pays, en ciblant le nord de l'Analanjirofo et également la région Atsinanana, mais aussi d'un point de vue opérationnel en dépassant un positionnement jusqu'alors très technique (projet HANITRA-LA) et en poursuivant une action visant à sensibiliser et professionnaliser les pratiques des acteurs de la production artisanale d'huile essentielle. À Madagascar également, l'ONG continuera un travail déjà bien avancé de dialogue avec les acteurs du secteur privé pour contribuer au développement de la filière de façon durable et humainement responsable. La filière de production d'huile essentielle de girofle est un réel cas d'école en matière d'envergure et d'absence de structuration. L'action ambitionnée par ID, soutenue par un mouvement global de responsabilisation et de redevabilité sur les chaînes de valeur d'approvisionnement en matière première, pourrait ainsi tracer une voie d'exemplarité en matière de développement de solution éco-responsables, équitables et compatibles avec des logiques de marché.



- ✿ 4 ateliers de renforcement des intercommunalités organisés
- ✿ 4 sessions de formations réalisées à destination des structures intercommunales en vue de leur positionnement comme centre d'appui aux communes
- ✿ 5 sessions de formation de renforcement de capacités réalisées à destination des 15 communes partenaires
- ✿ 9 séances de reddition des Comptes Administratifs des Communes organisées

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR a apporté son soutien dans la mise en œuvre des activités relatives au renforcement organisationnel et institutionnel des 4 intercommunalités, au travers principalement d'échanges bilatéraux internes aux équipes siège-terrain, en vue d'améliorer les outils de travail, notamment dans la préparation et l'organisation des ateliers d'auto-évaluation organisationnelle des intercommunalités.

À la suite de la phase 1 du programme, financée par la Délégation de l'Union Européenne jusqu'à fin 2022, et grâce aux financements complémentaires du ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères, de la Région Nouvelle-Aquitaine et d'Initiative Développement, une phase de transition du Programme d'Appui à la Gouvernance Locale en Itasy a pu être menée pour permettre une jonction opérationnelle avant le lancement de la seconde phase (PAGLI 2, AFD).

Les activités ont ainsi permis la poursuite du renforcement de la gouvernance locale de 15 communes et 4 intercommunalités de la Région Itasy afin de permettre au plus grand nombre, en particulier aux plus vulnérables, de participer aux décisions prises au niveau local et de bénéficier d'un meilleur accès aux services essentiels de base, notamment en matière d'eau, d'hygiène et d'assainissement.

À l'échelle communale, l'action a permis de renforcer les Mairies dans leur rôle en matière de maîtrise d'ouvrage et dans leur capacité d'investissement pour qu'ils puissent devenir des acteurs du développement de leur territoire.

Au niveau intercommunal, les activités se sont axées sur le renforcement de l'autonomisation des 4 structures intercommunales et de leurs secrétariats permanents (SP), ceci au travers d'ateliers de renforcement et d'activités permettant de consolider la gestion des projets intercommunaux à vocation économique, initié lors de la phase 1 du programme, et en vue d'une plus grande autonomie technique et financière pour la phase 2 de mise en œuvre.



PAGLI 2

Programme d'Appui à la Gouvernance
Locale en Itasy – Phase de transition



- ✿ 22 communes partenaires
- ✿ 3 ateliers de démarrage organisés avec les partenaires pour mettre en place le mécanisme de coordination et les procédures administratives et financières du projet
- ✿ 28 personnes, dont 15 femmes bénéficiaires d'une formation en matière d'intégration du genre et de l'inclusion dans la planification et la budgétisation
- ✿ 15 communes accompagnées dans l'élaboration de leur budget communal, pour 2024, de façon concertée

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR poursuit au sein de cette phase son soutien dans la mise en œuvre des activités relatives au renforcement organisationnel et institutionnel des 4 intercommunalités, avec un enjeu fort d'autonomisation effective des structures intercommunales accompagnées depuis plusieurs années. Le PAR étend par ailleurs son intervention sur ce champ auprès du Comité de Gestion du Lac Itasy, et d'une partie de ses associations membres constitutives.

Dès 2024, le PAR mènera également la mise en œuvre d'une expérimentation d'Approches Orientées Changement Appliquées à la Mobilisation Sociale (AOC-MS) en matière d'hygiène et d'assainissement dans des quartiers pilotes au sein des communes riveraines du Lac Itasy. Une mission de cadrage et lancement du dispositif est ainsi prévue au premier semestre 2024.

La Phase 2 du Programme d'appui à la gouvernance locale en Itasy (PAGLI 2) s'inscrit dans le volet « appui à la gouvernance territoriale » de l'accord de coopération décentralisée signé entre la Région Nouvelle-Aquitaine (RNA) et la Région Itasy. Le Programme PAGLI 2, démarré au mois d'octobre 2023 pour une période de 3 ans, intervient au sein de 22 Communes de la Région Itasy, dont 15 réunies dans 4 intercommunalités. Il est cofinancé par l'Agence Française de Développement, la Région Nouvelle-Aquitaine, la Région Itasy, les Agences de l'Eau Adour-Garonne et Rhône Méditerranée Corse, ainsi qu'Initiative Développement.

A travers le renforcement et l'accompagnement des différents niveaux d'autorités locales en Région Itasy (Région, Intercommunalités, Communes, Fokontany), le programme vise à l'amélioration de la gouvernance locale, dont celle de la gestion de la ressource en eau autour du Lac Itasy. Le programme porte ainsi sur :

- Le renforcement de 4 structures intercommunales - 3AI, MAMISOA, 3A MIROSO, ASA - tant sur le plan organisationnel et institutionnel que sur le plan de leur capacité à porter leur rôle de centres d'appui aux communes et de promoteurs d'une stratégie de développement territorial ;
- Le renforcement des communes dans leur capacité à porter le développement de leur territoire afin de répondre aux besoins essentiels de la population ;
- La consolidation de la participation de la société civile locale au développement local et de favoriser de façon concrète le dialogue OSC-AL, un fonds d'initiative locale sera mis en place au niveau de chaque commune ;
- La gestion intégrée et concertée de la ressource en eau autour du Lac Itasy.

HANITRALA

«Senteur des Forêts»

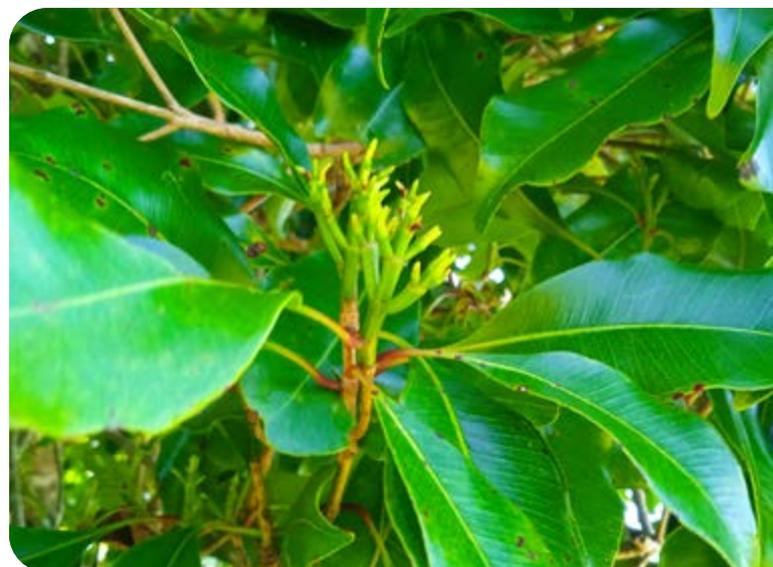


- ✿ 10 000 personnes directement concernées par le secteur de l'huile essentielle de feuille de girofle à Madagascar (distillateurs, collecteurs) pour environ 1 200 à 1 500 tonnes de production annuelle par an ce qui en fait l'huile essentielle la plus produite dans le pays. Sur la côte, sa vente représente en moyenne 35% du revenu des ménages
- ✿ 2 prototypes d'alambics à haute valeur environnementale construits sur Hanitrала, pour des durées moyennes de distillation réduites à 8 heures, entre 0,1 et 0,4 m³ de bois consommé (50 à 136 kg) pour 75% d'économie de bois au litre d'huile
- ✿ Collaboration avec 15 distillateurs propriétaires d'alambics, 5 collecteurs et 1 exportateur
- ✿ 15 tests de performances d'alambics réalisés en 2023 et 200 distillations suivies

Le projet HANITRALA, démarré dans la région de l'Analanjirifo à l'est de Madagascar en octobre 2020, s'est développé grâce aux acquis d'Initiative Développement en matière de programmes d'efficacité énergétique de la distillation aux Comores depuis maintenant 10 ans. Une étude menée par ID sur place fin 2018 a démontré que l'amélioration des équipements et des pratiques de distillation constitue la mesure la plus urgente pour réduire l'impact environnemental de la production d'huile essentielle de feuille de girofle et pour résoudre les problèmes de la chaîne d'approvisionnement.

L'intervention d'ID portée sur trois ans s'attache à développer des technologies d'alambics innovantes et moins impactantes pour l'environnement. Afin d'assurer une diffusion optimale de ce nouveau type d'alambic, ils ont été construits par des artisans locaux et sous exploitation des producteurs de girofle que l'équipe d'ID accompagne tout au long du processus d'appropriation afin de développer un nouveau savoir-faire éco-responsable de distillation.

L'année 2023 a permis au projet de voir aboutir un second prototype d'alambic à chaudière intégrée dont les exceptionnelles performances intéressent tout particulièrement les distillateurs et exportateurs en quête de processus vertueux et d'huiles essentielles de feuille de girofle répondant aux normes de qualité.



FOCUS CLIMAT

Accompagner la transition éco-responsable de la production des huiles essentielles à Madagascar

La région Océan Indien (OI) est un haut lieu de la production et de l'export des huiles essentielles (HE) prisées sur le marché mondial des secteurs de l'industrie cosmétique et pharmaceutique, de la parfumerie, de l'aromathérapie, de l'agroalimentaire et également dans la lutte biologique contre les ravageurs. Madagascar, souvent proclamée « terre des huiles essentielles », posséderait plus de 70 espèces aromatiques, dont 30 seraient endémiques. Bien avant les extraits de vanille qui quant à eux concentrent 20,16% des exports, les HE de girofle (HEG) sont le premier produit d'export de la grande terre. Madagascar est le premier pays producteur au monde, et les revenus de milliers de foyers dépendent de cette production sur l'ensemble de la bande Est du pays.

Mais la région indianocéanique est également frappée par une dégradation rapide de l'environnement, caractérisée par l'intensité et la récurrence de plus en plus fréquente d'événements climatiques extrêmes avec de forts impacts sur les populations vivant majoritairement du secteur primaire, sur un territoire marqué par une forte vulnérabilité. De par leur succès mondial, le manque d'encadrement et de régulations institutionnelles et environnementales, mais aussi par leur modèle de production largement artisanal, reposant sur un processus de distillation par alambic à feu de bois, les productions d'HE, lorsqu'elles ne sont pas intégrées dans un modèle de développement productif raisonné et intégré, contribuent à la déforestation. Elles exercent une pression accrue sur les ressources en bois-énergie, contribuent à la réduction des ressources en eau ou encore à la pollution environnante par rejet des co-produits. La pression sur la ressource bois est connue et l'industrie artisanale des HE souvent fustigée à cet égard : pour la production d'HEG, un foyer traditionnel pourra consommer jusqu'à 600-700kg de bois par cycle de distillation.

HANITRALA est une réponse directe au besoin de solutionner les techniques de production d'HE artisanale, en s'attachant au développement des modèles d'alambics réduisant de façon significative la consommation de bois.



FOCUS PAYS

Une auto-évaluation organisationnelle pour des intercommunalités plus fortes

Dans le paysage de la gouvernance locale, l'intercommunalité est un dispositif institutionnel qui peut répondre aux différents défis de la maîtrise d'ouvrage du développement que les communes peinent à résoudre individuellement. Dans le cadre du PAGLI, ID accompagne depuis plusieurs années quatre intercommunalités de la Région Itasy. En 2023, ID a appuyé ces dernières dans la réalisation d'une auto-évaluation organisationnelle permettant de faire un bilan de la structuration des intercommunalités. Ce travail est particulièrement important en ce qu'il permet de préfigurer des efforts à poursuivre au sein du PAGLI 2.

L'auto-évaluation organisationnelle implique un processus réflexif au cours duquel les intercommunalités partenaires du programme ont examiné de manière critique leur structure, processus et performance. Contrairement à une évaluation externe, elle met l'accent sur la responsabilisation et l'autonomisation des acteurs locaux. Le processus s'est déroulé en deux phases. Durant la première phase, chaque intercommunalité a procédé à l'identification de ses points forts et ses faiblesses, tant du point de vue des élus que des secrétaires permanents des intercommunalités. Les réflexions se sont axées sur six domaines clés : leadership et gouvernance, pilotage stratégique, pilotage des activités, partenariats, management et ressources humaines, gestion comptable et financière. La seconde phase consiste à consolider les différentes perspectives et favoriser l'apprentissage entre les pairs. A travers un atelier, les quatre intercommunalités ont présenté les résultats de leur diagnostic, les actions d'amélioration, et favorisé le partage des bonnes pratiques.

Cette démarche a permis aux intercommunalités de prendre conscience de leurs forces et faiblesses, mais surtout d'identifier les leviers d'amélioration et de développement de leur performance, tout en offrant un cadre de pairs stimulants. Des plans d'action concrets ont été définis pour mettre en œuvre les changements nécessaires. Les résultats sont prometteurs étant donné que suite à cet exercice, les intercommunalités ont mis à jour leurs statuts et leurs règlements intérieurs. En impliquant les acteurs, cette approche favorise l'apprentissage organisationnel en encourageant la réflexion collective et leurs engagements vers une amélioration continue.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

SÉNÉGAL

Se structurer dans un pays en transition



En 2023, la Sénégal était confrontée à un contexte politique, socio-économique et géopolitique complexe.

Sur le plan politique, le pays a connu des défis persistants en matière de gouvernance et de stabilité. Bien que le Sénégal demeure un modèle de démocratie en Afrique de l'Ouest, des tensions politiques sont apparues, notamment en raison des incertitudes sur le processus électoral et d'un besoin de renouvellement du personnel politique pour une partie de la population. Cette situation a engendré plusieurs vagues de contestation historiques, qui ont laissé craindre une déstabilisation de la zone, sur le modèle des autres mouvements dans la sous-région. L'annonce faite par le président, à la fin de l'année, de ne pas se représenter, est venue toutefois apaiser ce climat politique tendu.

La fragilité du contexte politique a été renforcée par une conjoncture économique toujours difficile, due notamment aux effets du conflit ukraino-russe sur l'accès aux intrants, couplée à un renchérissement généralisé des principales matières premières. Les effets cumulés ont été particulièrement dévastateurs pour les jeunes, et sont venus alimenter le climat de contestation et le besoin de changement. Ce besoin demeure immense, alors que le pays s'engage dans un processus électoral inédit.

- 
Yaakaar
 2021-2024
 210 000 €
- 
Biofermes
 2021-2024
 500 000 €
- 
RésiSTerre I
 2021-2024
 1 800 000 €
- 
DIARO III
 2023-2026
- 
InPACT
 2023-2025
 414 000 €



PARTENAIRES FINANCIERS

-  Agence Française de Développement
-  Région Nouvelle Aquitaine
-  Fondation Lord Michelham of Hellingy
-  Synergie Solaire
-  Fondation Valorem

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- ONG Association des villageois de Ndem
- SOL - Alternatives Agroécologiques et Solidaires
- Agence régional de développement de Fatick
- Agence Régionale de Développement de Ziguinchor
- DECLIC - Développement Citoyenneté Leadership Intégré et Communautaire

NOTRE STRATÉGIE



En 2023, Initiative Développement a souhaité entériner sa stratégie de renforcement de son impact au Sénégal, via la mise en place d'une Direction Pays. Trois objectifs clés ont ainsi été définis au cours de cette première année : la structuration de l'ONG et de son équipe sur place, l'ouverture à de nouvelles thématiques pour valoriser les expertises d'Initiative Développement, et le renforcement de son implantation dans les territoires historiques ainsi qu'auprès de nouveaux partenaires.

La première priorité de l'ONG a été la structuration de son organisation, en parvenant à la reconnaissance officielle de la structure auprès des autorités sénégalaises. Cette étape a permis d'inscrire ID dans le paysage administratif, mais surtout d'assurer la reconnaissance de son activité au Sénégal auprès des autorités, et des autres acteurs. Par exemple, ID est ainsi devenu membre de la plateforme des ONG européennes. De même, la structuration est passée par le renforcement de son équipe, aussi bien par la création d'un poste de Directeur, mais également par la création d'un poste d'assistance à la Direction

ainsi que d'un second poste de Responsable Programme.

Dans le cadre de son deuxième axe prioritaire, Initiative Développement s'est engagée dans l'implantation de nouvelles thématiques pour valoriser ses expertises, étant jusqu'alors reconnu comme un acteur exclusivement engagé sur les sujets environnementaux et climatiques. Dès lors, le lancement du programme InPACT-Jeunes en mars 2023 a permis de répondre à ce besoin de diversification de ses domaines d'intervention, notamment en explorant des thématiques tels que la participation citoyenne, l'inclusivité des politiques publiques locales et le renforcement des jeunes en matière de leadership et prise de parole. En parallèle, ID a poursuivi la montée en qualité de ses actions, en lien avec l'ensemble de ses partenaires, en renforçant notamment sa maîtrise des facteurs de vulnérabilité et levier de renforcement de la résilience des territoires d'intervention face au changement climatique. A partir de ce travail de diagnostic, les acteurs de nos projets ont ainsi pu tirer une logique d'intervention pour la seconde phase du programme Ré-siSTerre, en ouvrant la voie à de nouvelles approches afin de répondre aux défis variés auxquels étaient confrontées les populations locales.

Enfin, Initiative Développement a mis l'accent sur le renforcement de son implantation territoriale au Sénégal. ID a ainsi maintenu sa présence dans les régions où elle avait une action reconnue, notamment les régions de Fatick et Diourbel, tout en cherchant à étendre son action dans de nouveaux territoires (Basse-Casamance). Des partenariats stratégiques ont ainsi été noués avec deux nouveaux acteurs du développement, à la fois établissement public qu'organisation de la société civile, dans un logique de délégation de l'intervention au cœur de la logique d'intervention de l'ONG depuis son installation au Sénégal.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

L'année 2024 sera une année mêlant à la fois la consolidation et le développement des interventions de ID au Sénégal.

Consolidation, à la fois sur le plan de la structuration de la Direction, mais surtout sur nos acquis opérationnels. La clôture de la première phase de Ré-siSTerre, et le lancement de la seconde phase, va permettre de poursuivre notre ancrage autour des thématiques liées à la résilience climatique des territoires. Cet ancrage sera renforcé par une logique d'intervention fondamentalement orientée vers l'accompagnement des collectivités et des acteurs locaux. 2024 permettra également de capitaliser, évaluer, et donc questionner en profondeur nos approches et méthodologies, en profitant de cette fin de phase. Consolidation toujours, avec la montée en puissance du programme InPACT-Jeunes, via notamment le renforcement de notre relation partenariale et du pilotage concerté de nos activités.

Développement, car au titre de Direction la plus jeune, le Sénégal a besoin de pouvoir développer de nouvelles expertises et activités pour ID. Cela passera notamment par un développement de la thématique Eau, Assainissement, Déchet, ainsi que des approches portées par le PAR qui, jusqu'à présent, demeurent encore limitées à quelques activités. Au-delà des enjeux thématiques, il est également prévu plusieurs temps de prospection, aussi bien géographique que partenariale. Ces temps s'inscrivent dans le cadre plus général de l'élaboration d'une feuille de route stratégique, qui va permettre de convoquer l'ensemble des acteurs internes et externes intéressés au développement de nos interventions sur la zone.



- ✿ 40 communes de la région de Fatick engagées dans le projet
- ✿ 224 jeunes de la région directement impliqués dans les activités d'aménagement participatif des espaces forestiers
- ✿ 15 000 bénéficiaires directs impliqués dans les activités d'aménagement, de reboisement, d'enrichissement du couvert végétal, et renforcés par des sessions de formation/sensibilisation

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR mène depuis 2021 une expérimentation AOC-MS dans la forêt de Malka, dans le cadre de la CP DIARO II. Cette expérimentation porte notamment sur le suivi des changements opérés par les acteurs autour de la forêt de Malka, en lien avec la dégradation du couvert forestier.

En transversal de ces axes, le projet appuie le renforcement des acteurs territoriaux dans leur capacité d'action, de connaissance et de mobilisation des populations autour des enjeux de résilience, et ce afin de faciliter l'essaimage des bonnes pratiques dans l'ensemble du territoire.

Depuis 2021, le PRODER est mis en œuvre dans le cadre de la convention programme « RésiSTerre », nouvelle phase dans laquelle l'axe de gestion des ressources naturelles a gagné en importance face aux constats d'une urgence climatique ainsi que d'une dégradation des forêts et plus largement de la biodiversité dans les régions de Fatick et Diourbel.

Cette nouvelle phase, vue sous le prisme de la résilience, nous a amené à orienter notre logique d'action vers une meilleure considération des enjeux environnementaux, notamment du rôle de la biodiversité dans le renforcement de la résilience. Pour garantir la préservation des ressources forestières, leur valorisation durable, et in fine l'atteinte de la résilience des populations, le PRODER œuvre depuis 2010 pour l'aménagement et la gestion durable des ressources forestières du territoire et appuie le renforcement des activités économiques ainsi que la structuration des filières liées à l'utilisation de ces ressources.



BIOFERMES



Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR intervient, non pas dans le projet, mais directement auprès du partenaire AVN, dans l'élaboration d'une méthodologie spécifique de ROI et sa mise en œuvre. Compte tenu du statut particulier de ce partenaire, le PAR a travaillé avec l'ensemble des acteurs à une démarche plus longue qu'habituellement, qui s'adapte parfaitement au fonctionnement de l'organisation et à son besoin de concertation.

L'action au cœur du projet est l'accompagnement et la sensibilisation d'un groupe de paysans et paysannes dans la maîtrise des techniques agroécologiques en maraîchage et en arboriculture. Ils sont également formés aux enjeux relatifs à la pérennisation économique de leur activité. Ils sont accompagnés par une équipe de 10 animateurs du projet qui sont progressivement formés à des techniques d'animation et de transmission dans leurs domaines de prédilection (maraîchage et élevage avicole). En plus de la création de revenus, la pratique d'une agriculture en saison sèche répond à des enjeux sociaux dans les villages du projet, de revalorisation du rôle des femmes et des jeunes. L'accès local à des produits agricoles et transformés issus de l'agroécologie et présentant une meilleure qualité nutritionnelle et gustative, sans produits chimiques, est également un élément central, au cœur des raisons avancées par les bénéficiaires de leur engagement. Enfin, l'exploitation de ces périmètres agroforestiers ap-

- ✿ 463 paysans et paysannes sensibilisés, formés et accompagnés sur des pratiques agroécologiques
- ✿ 6 périmètres agroécologiques
- ✿ 680 élèves sensibilisés dans 7 établissements de la zone de Mbacké Kador et Ndem
- ✿ 6 expérimentations agroécologiques mises en œuvre et documentées

paraît très complémentaire avec les grandes cultures hivernales pratiquées par la majorité des paysans bénéficiaires (céréalières, oléagineuses et légumineuses), améliorant la résilience des exploitations familiales et la souveraineté alimentaire des habitants des zones du projet.

Parallèlement, des activités sont menées par le collectif Eco-Jeunes solidaires qui travaille avec des établissements scolaires pour faire de la sensibilisation à l'environnement. Cela passe par la création de clubs environnement dans les écoles ou encore par la réalisation de visites d'élèves sur des sites agroécologiques.



YAAKAAR ENVIRONNEMENT



- ✿ 1 bâtiment de production finalisé et inauguré
- ✿ 1 plan d'affaire construit et en cours d'appropriation

Trouver des alternatives de développement à la filière arachidière tout en s'appuyant sur celle-ci pour lutter contre les vulnérabilités générées par les enjeux présentés est essentiel. Pour cela, les ressources liées à la production de produits transformés à base d'arachide telles que les coques présentent un véritable intérêt. L'abondance de gisements locaux, leur faible densité et leurs performances énergétiques similaires au bois en font un produit à grand potentiel énergétique et économique. Le projet Yaakaar s'inscrit dans cette stratégie en travaillant sur la mise en place d'un système de fabrication et de distribution de biocombustibles à base de coques d'arachide.

Depuis 2021, ID accompagne AVN dans le passage à l'échelle de la production, sur 3 volets principaux : l'optimisation de la ligne de production ; l'accompagnement/formation des équipes de Yaakaar à la gestion de cette unité et la commercialisation du produit fini, principalement destiné aux ménages et activités économiques fortement consommatrices de bois-énergie.



INPACT-JEUNES



- ✿ 2 communes accompagnées pour une meilleure inclusion des jeunesses
- ✿ 5 CEC regroupant 180 jeunes sont mis en place
- ✿ 1 diagnostic socio-anthropologique sur les freins et les leviers d'inclusion des jeunesses est élaboré

Le projet, initié en 2023, vise à stimuler la participation citoyenne, et donc l'engagement citoyen, sous toutes ses formes. Il attache donc une attention particulière à faire de la jeunesse, et notamment la jeunesse vulnérable, un acteur à part entière de la résilience des territoires en développant son pouvoir d'agir. Cela passe notamment par des actions de renforcement de capacités en leadership et structuration. L'accompagnement des collectivités territoriales pour leur positionnement comme un acteur du développement local inclusif et résilient quant à lui permettra l'intégration de ces groupes éloignés des espaces de décisions lors d'un travail de restructuration des espaces de concertation et d'actualisation des outils de planification locaux.

Cet accompagnement va permettre d'intégrer de façon participative des thématiques prioritaires pour les différents acteurs, notamment les jeunes et femmes, et de stimuler la mobilisation communautaire via la mise en place de comités d'engagement citoyen. Le programme permettra également la mise en œuvre d'initiatives citoyennes, permettant d'améliorer le bien-être des groupes d'acteurs cibles. Enfin, le renforcement des collectivités territoriales se poursuivra sur le thème de la transparence et de la redevabilité pour l'accompagner vers une gouvernance et administration exemplaire.



FOCUS CLIMAT

Renforcer la résilience des territoires et des acteurs face au changement climatique

Le Sénégal est, pour ID, un pays qui a historiquement fondé son intervention sur les enjeux environnementaux et/ou climatiques. En effet, depuis 2015 et le lancement du PRODER avec l'ARD de Fatick, les approches n'ont cessé d'intégrer ces sujets, en lien notamment avec la gestion et la valorisation des ressources forestières, mais également avec la promotion de sources renouvelables d'accès à l'énergie.

Par la suite, avec le lancement de la CP RésiSTerre en Novembre 2021, le sujet de la résilience face au changement climatique est devenu l'axe presque exclusif de nos interventions dans la zone. L'ensemble des activités ont été co-construites, élaborées et validées dans le sens du renforcement des acteurs et des territoires face à ces enjeux. Cela s'est renforcé lors de la conception de la seconde phase de RésiSTerre, où les équipes ont pu travailler sur la base d'un diagnostic spécifique qui a notamment permis de mieux cibler les activités, zones et acteurs prioritaires de l'intervention.

De plus, la question climatique est également intégrée et étudiée à l'aune des différents niveaux de vulnérabilités, et notamment en lien avec les enjeux liés au genre et aux jeunes. Dans le cadre d'InPACT-Jeunes, il a notamment été demandé que l'élaboration des initiatives citoyennes intègre les enjeux climatiques afin d'améliorer les capacités de résilience des groupes les plus marginalisés (et notamment les jeunes filles). Dès lors, la question d'intégration de cette question ne se limite plus seulement à la conception des programmes et des activités, mais vient également permettre de questionner et mobiliser des groupes d'acteurs qui n'envisagent pas ou peu cette intersectionnalité, en démontrant tout l'impact que ce sujet peut avoir sur eux, et le fait qu'elle n'est pas seulement corrélée à la seule question environnementale.



FOCUS PAYS

Témoignage de Cheikh Faye

Volontaire forestier depuis 2009 auprès de l'Agence Régionale (ARD) de Fatick et en faveur du PRODER depuis de longues années, Cheikh Faye s'engage au sein de sa communauté pour son développement. L'ARD et ID collaborent depuis 2015, ce qui a laissé le temps au projet de largement évoluer, mais aussi d'avoir un impact important sur le territoire, comme le précise Cheikh Faye : « Au début du projet, le respect de l'environnement laissait à désirer, aujourd'hui, grâce au PRODER, beaucoup de personnes connaissent l'importance de l'arbre, les gens s'intéressent au reboisement, et pour cela, je suis reconnaissant ».

Très engagé, Cheikh Faye sensibilise au quotidien sa communauté sur l'importance de l'arbre pour l'environnement, les populations et leurs activités. Ce qu'il apprécie particulièrement, c'est l'approche du projet qui valorise l'échange, l'engagement et l'écoute.

Depuis le début de projet, Cheikh Faye a constaté la multiplication des pépinières dans la région. Cette multiplication témoigne selon Cheikh Faye d'un plus grand engagement des personnes dans le reboisement mais facilite aussi l'accès aux plants, avec une diminution de la distance à parcourir pour les récupérer, ce qui produit donc un cercle vertueux de reboisement dans la région ». En 2023, le projet a permis d'appuyer et suivre la production de plants chez trente-cinq pépiniéristes répartis dans les trois départements de la région de Fatick, mais aussi à accompagner les écoles de la région dans le reverdissement de leurs cours de 10 à 20 plants par école.

Le projet apporte en complément de cela des sessions de formation techniques et des sensibilisations. Par exemple, il mentionne que « ces sessions incitent les personnes à se tourner vers des espèces forestières comme l'acacia plutôt que vers les eucalyptus qui consomment beaucoup d'eau ». En 2023, le projet a notamment formé des élus et des organisations sur le nouveau code forestier, l'aménagement participatif des forêts et les changements climatiques.





RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

TCHAD

Une année de construction



Depuis la mort du président Idriss Déby Itno et la mise en place d'un gouvernement de transition avec à sa tête Mahamat Déby Itno, le fils de l'ancien président, le contexte politique au Tchad est régulièrement mis sous pression. Toutefois le référendum du 17 décembre 2023 portant sur l'adoption d'une nouvelle constitution a été largement remporté par les défenseurs d'un Etat unitaire fortement décentralisé. Le processus de transition va donc se poursuivre avec des élections présidentielles, législatives, communales attendues dans les prochains mois de l'année 2024.

En 2023, de nombreux conflits intercommunautaires et/ou éleveurs-agriculteurs se sont produits, en particulier au sud du pays, se soldant par la mort de plusieurs personnes sans suite à la justice. Cela a impacté ponctuellement les activités du projet Man Madjibé qui se déroule en zone rurale.

L'année a également été marquée par des rumeurs de rébellion à la frontière centrafricaine et un afflux massif de réfugiés soudanais fuyant la guerre de l'autre côté de la frontière. Les capacités du pays sont ainsi mises à dure épreuve et la réponse humanitaire reste insuffisante.

Dans ce contexte sociopolitique incertain, le Tchad figure en 2022 à l'avant dernière place en termes d'IDH avec une valeur égale à 0,394 (PNUD, 2022).



ADELAC

2020-2024

485 668 €



Man Madjibe

2022-2025

1 003 575 €



IRO GOTO

2022-2023

314 798 €



Madjilebé (RST)

2021-2024

647 025 €



Moundou Leci

2022-2025

549 000 €



AGORA

2021-2025

1 332 707 €

PARTENAIRES FINANCIERS



Agence Française de Développement



Délégation de l'Union européenne



Grand Poitiers



Ville de Poitiers



SYCTOM



Agence de l'Eau Loire-Bretagne



Région Nouvelle Aquitaine



DAECT



Fondation SENSE

PARTENAIRES OPÉRATIONNELS

- ID est membre du consortium dont le chef de file est IRC, accompagnée de COOPI et PADIESE
- Centre d'Etude et de Formation pour le Développement
- Mairie de Moundou
- AGIR-CCAG
- Ministère de l'hydraulique urbaine et rurale
- Association Tchadienne pour la Non-violence
- L'Union des Femmes pour la Paix

NOTRE STRATÉGIE



Initiative Développement au Tchad maintient en 2023 un volume d'activité conséquent grâce à une diversité de projets et programmes, permettant d'avoir un budget annuel en légère hausse. Cette diversité thématique très marquée pour ID Tchad, reste un enjeu essentiel pour la direction pays qui permet de répondre à des problématiques diversifiées, mais aussi de créer et encourager des dynamiques de territoire intégrées et croisées entre thématiques.

Dans ce contexte, la direction pays prévoit d'asseoir plus fortement encore cette intégration en travaillant sur la base d'outils communs à des enjeux de développement local, d'intégration des enjeux jeunesse et résilience climatique dans nos différents programmes.

A ce jour, ID porte des actions dans les domaines suivants :

- L'eau-assainissement-déchets : thématique importante au Tchad de longue date ; 2023 conserve cette dynamique avec deux projets IRO GOTO sur la gestion des déchets et Man Madjibe sur l'accès à l'eau potable et assainissement dans le Mandoul
- Les questions changements climatiques avec le programme RESISTERRE pour son volet Madjilebé au Tchad où l'accent cette année, a été mis sur les enjeux forestiers (cartographie, reboisement, pépinières, plans d'action forêt, formations...) et biocombustibles
- Les questions portant sur la citoyenneté et territoires : avec Moundou Leci et son focus sur la participation des jeunes, et les actions de renforcement de capacités des 8 communes du programme AGORA qui déploie son action et accompagne ces collectivités dans la mise en œuvre de services essentiels, croisant ainsi participation citoyenne et développement local
- En transversal, les approches AOC-MS/ROI se sont poursuivies sur de nombreux programmes : sujet central pour ADELAC avec la mobilisation des acteurs autour des enjeux d'éveil des enfants dans le domaine de la santé et de l'éducation ; mais aussi Madjilebé, Moundou Leci ou encore Man Madjibé qui intègrent des activités de renforcement organisationnel et institutionnel auprès d'associations locales et une approche orientée changements appliquée à la mobilisation sociale sur leur thématique respective.

La direction pays s'est aussi renforcée en 2023 avec l'arrivée d'une volontaire de solidarité internationale en appui à la direction pays sur les sujets suivi, reporting et les nombreux chantiers transversaux que porte ID : transition écologique, politique RH...

2023 c'est aussi l'année de préparation de nos 20 ans de présence au Tchad. En effet, un groupe de travail a travaillé pour proposer pour l'année 2024, une série d'événements et d'activités pour mettre en lumière ce que notre organisation a pu réaliser depuis son arrivée dans le pays.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023 - FICHE PAYS

NOS PERSPECTIVES

En 2024 la direction pays Tchad poursuivra sa structuration, avec l'arrivée d'un référent accompagnement, positionné en transversal sur les projets ; il devra nous accompagner dans l'intégration des approches AOC-MS et ROI dans nos projets et auprès de nos partenaires. Ce poste permettra une meilleure intégration de ces sujets dans nos projets, l'occasion de faire monter en compétences des équipes locales sur ces approches qui sont notre marque de fabrique, démontrant dans un pays où les acteurs humanitaires sont prédominants que l'on peut construire des actions avec nos partenaires et dans des logiques de renforcement du pouvoir d'agir.

Sur le plan opérationnel, des développements sont attendus notamment en matière de déchets avec une suite à IRO GOTO mais surtout le développement d'activités dans la ville de Koumra autour de son service de gestion des déchets, cela dans le but d'asseoir notre implantation sur place. On comptera également sur une étude de faisabilité pour un futur projet eau-assainissement d'envergure autour de Moundou, PASAPA.

Au cœur de nos actions depuis des années, le secteur de l'éducation n'est plus présent au Tchad depuis la fin du projet PAQEPP en 2022. Cela n'empêche pas de faire connaître ce qu'ID a pu porter, que ce soit par la capitalisation sur les contrats de performance, outils de mobilisation des acteurs du système éducatif pour l'amélioration des rendements scolaires ou encore par le biais de présentation d'approches innovantes par la vidéo réalisée dans le cadre de DIARO 2 portant notamment sur l'expérimentation de l'AOC-MS pour soutenir la scolarisation et le maintien des filles à l'école.



- ✿ Plus de 270 personnes mobilisées lors de chaque atelier ou focus group dont 35% de femmes
- ✿ 2 sessions focus group, un atelier multi-acteurs, un atelier témoignages tous animés par chacune des 4 zones du projet
- ✿ Un jardin scolaire créé à l'école de Malia Baga par l'Association de mères éducatrices
- ✿ Une association créée à l'école Alnouha pour favoriser l'éducation des filles et l'apprentissage des petits métiers, l'association ayant déjà commencé à soutenir l'école
- ✿ Sensibilisation mensuelle d'une matrone à Ngarangou sur l'allaitement maternel exclusif dans les quartiers autour de chez elle

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR accompagne l'équipe de mise en œuvre dans la préparation des activités (termes de référence, trame d'animation, rapports), formation continue de l'équipe, relecture des outils de suivi des changements.

Il appuie également la rédaction des rapports d'activités et rapports d'analyse des changements et la mise en place du fonds d'appui par l'élaboration de l'outil pour choisir les activités à soutenir, participation à l'identification des activités

Enfin, le PAR a joué un rôle essentiel pour ID ADELAC car il se résume à la mise en œuvre d'une AOC-MS.

Porté par IRC, chef de file du consortium, ADELAC veut contribuer à créer des conditions favorables pour le développement holistique des jeunes enfants de la naissance jusqu'à la fin du primaire dans la zone du Lac Tchad. ID est en charge de la mise en œuvre de l'AOC-MS de manière transversale aux thématiques du projet (santé, éducation, éveil de l'enfant).

2023 aura été une année intense puisque deux sessions de focus group mais aussi un atelier multi-acteurs et un atelier témoignages ont été organisées sur chacune des 4 zones du projet : Bol urbain, Kangelom, ville installée sur un îlot du Lac, Ngarangou et Méléa qui ac-

cueillent des personnes déplacées à la suite des exactions de Boko Haram.

Ces réunions rassemblent à la fois des acteurs de l'éducation : enseignants, parents d'élèves, mamans, mais aussi de la santé : matrones (sages-femmes communautaires), agents de santé communautaires, sages-femmes et infirmiers, leaders traditionnels et religieux. ADELAC mobilise cette diversité de participants avec pour objectif commun de contribuer à ce que les jeunes puissent grandir dans un cadre plus sécurisé et favorable à leurs apprentissages et leur éveil.

S'appuyant sur leur envie d'agir, certains acteurs se sont particulièrement distingués en 2023. Un directeur d'école à Ngarangou organise depuis plus d'un an maintenant des groupes de lecture dans les quartiers pour les enfants du primaire afin de leur donner goût aux livres et améliorer leurs compétences en lecture.

A Kangelom, l'association de parents d'élèves et l'association de mères éducatrices se sont mis ensemble pour construire un hangar abritant la cantine. Dans une zone marquée par l'insécurité, le déplacement des populations, l'éloignement des centres urbains, les populations démontrent qu'elles peuvent contribuer elles-mêmes à améliorer leur quotidien.



- ✿ 8 cadres de concertation accompagnés pour faire le relais des actions de la commune, auprès de la société civile et des citoyens
- ✿ 169 conseillers municipaux dont 18 femmes avec 474 010 habitants touchés
- ✿ 16 services axés sur l'eau et assainissement en cours de développement

Intégré à un programme plus vaste, à savoir le Programme d'Appui à la Gouvernance financé par la Délégation de l'Union Européenne en partenariat avec le Tchad, AGORA s'inscrit dans l'un des volets d'appui à la gouvernance locale.

ID joue le rôle d'assistant technique auprès de 8 communes pilotes du Tchad. Ces communes bénéficient de l'accompagnement d'ID en vue d'un ancrage des compétences nécessaires à leur mission de service public. Pour répondre aux besoins des communes, AGORA a axé son intervention autour de 4 enjeux : le renforcement des capacités des communes et la redevabilité, l'appui à la mise en place ou restructuration des cadres de concertation multi acteurs, l'appui à la mise en place des services publics répondant aux besoins prioritaires des populations en lien avec les Plans de développement communaux et enfin l'accompagnement pour l'organisation d'un dialogue politique sur les questions liées à la décentralisation et au développement local.

A la suite d'un autodiagnostic animé par notre partenaire le CEFOD, chaque collectivité bénéficie d'un plan de renforcement de capacités : déjà 3 modules de formation ont été animés pour chacune des 8 communes, sur la redevabilité, la concertation communale et la passation de marché.

Pour la mise en œuvre des services communaux, ID a accompagné les communes dans la réalisation d'un diagnostic territorial en lien avec les services concernés, un premier travail a été mené pour élaborer un plan de gestion des déchets.

Un dernier travail a été lancé sur les Plans de Développement Communaux (PDC). Outil construit à la suite de concertations intenses avec les habitants notamment, le PDC organise et planifie le développement de la commune. ID a accompagné sur le plan méthodologique les communes dans la conduite du processus. Les assistants techniques ont ainsi appuyé les consultants recrutés pour l'occasion dans l'animation des ateliers et la mobilisation des acteurs.





- ✿ 18 dépotoirs sauvages éradiqués
- ✿ 4 422m³ de déchets évacués
- ✿ 76 personnes formées
- ✿ Plus de 80 000 personnes sensibilisées
- ✿ Une extension du service par tricycle

Lancé début 2022, le projet IRO GOTO cherche à consolider le service de gestion des déchets, en vue de sa pérennisation. Pour ce faire, il est question à la fois de travailler au portage institutionnel du service par la commune, mais aussi de renforcer les capacités de tous les acteurs impliqués sans oublier d'intégrer une réflexion économique afin que le service perdure.

2023 a permis de travailler spécifiquement sur la question du compostage et du tri du sable. En effet, la présence de déchets verts dans les poubelles ou de sable liée à la pratique de balayage augmente le poids et le volume des déchets évacués, donc de fait le coût du service. L'équipe a travaillé avec des ménages volontaires pour tester différents modèles de pelles à tamis afin de réduire la quantité de sable. En parallèle avec l'association « Jardin forêt », les ménages et opérateurs de pré collecte ont été d'abord sensibilisés puis formés au compostage des déchets à domicile. Un guide du composteur a également été édité pour faciliter la mise en pratique.

Dans la poursuite des actions de formation, un référentiel métier Opérateur de Pré-Collecte a été élaboré et un diagnostic des compétences des acteurs de la collecte réalisé. A la suite de cela, un plan de formation va permettre d'améliorer les compétences des acteurs du service déchets. Ce métier encadré par la commune s'exerce en effet comme une activité d'auto-emploi ; il existe donc des enjeux forts de professionnalisation et de gestion entrepreneuriale.

Enfin le portage institutionnel a été travaillé avec la mairie de Moundou, qui à la suite de l'évaluation finale du projet, a mis en place une unité de gestion des déchets, organe préfigurant un service communal de gestion des déchets.



MAN MADJIBE

De l'eau pour le développement de la cité



- ✿ 1 019 personnes dont 343 femmes ont vu leurs capacités renforcées (formation, sensibilisation, concertation) dans la gestion de l'eau
- ✿ 513 personnes dont 231 femmes mobilisés autour des activités liées à l'hygiène et l'assainissement
- ✿ 4 732 mètres linéaires d'extension du réseau de distribution prévus pour l'extension du réseau dans 4 localités
- ✿ 8 bornes fontaines prévues pour la fourniture de l'eau dans les quartiers sans connexion directe à l'eau
- ✿ 2 abreuvoirs prévus pour les animaux
- ✿ 2 châteaux d'eau métalliques de 25m³ à Dokassi et Makaga maux

Le rôle du PAR dans ce projet

Sur le projet Man Madjibé, le pôle PAR a été impliqué dès le démarrage pour la mise en œuvre de la démarche AOC-MS. Son rôle est de former les équipes sur la démarche, d'appuyer à la définition du dispositif AOC-MS adapté à la problématique et au contexte du projet. Le pôle PAR a également pour rôle d'accompagner les équipes à organiser leurs activités (ateliers, focus, suivi, etc.). Dans le cadre de ces appuis et pour s'assurer de la bonne exécution des activités, des missions de suivi sur le terrain sont menées, des échanges et suivis à distance sont régulièrement organisés (Skype, mails, partage de compte rendus, d'outils, etc.).

Le projet Man Madjibé porte sur le renforcement des services publics de l'eau dans 4 localités (Dokassi, Ngabolo, Matekaga et Makaga) du Mandoul, dans le sud-est du Tchad. Cela passe notamment par la promotion d'une gouvernance inclusive (participation des usagers de l'eau à la gestion du service, redevabilité des associations à l'égard des usagers, redevabilité de l'exploitant à l'endroit de l'association d'usagers de l'eau), mais aussi la mobilisation des populations autour d'une dynamique de changements de comportements collectifs et individuels.

En 2023, le renforcement de capacités des acteurs du service public de l'eau a permis de proposer des modules de formation véritablement adaptés aux besoins des bénéficiaires et aux difficultés auxquelles ils sont quotidiennement confrontés.

La restructuration des Associations des Usagers de l'Eau (AUE) a redynamisé tout le dispositif d'accès à l'eau potable et remobilisé des membres du comité directeur des AUE, des exploitants, les fontainiers et les autorités locales, tout cela pour améliorer la gestion du service et sécuriser l'accès à l'eau potable.

La mise en place d'un dispositif d'AOC-MS dans 2 localités, dans 2 localités, a déjà fait émerger une prise de conscience collective sur les enjeux liés à l'hygiène et l'assainissement, se traduisant notamment par la multiplication d'initiatives individuelles spontanées, comme le nettoyage de marchés publics, l'entretien des points d'eau, etc...

L'année 2023 a été marquée par la réalisation d'une série d'études afin de définir et de chiffrer les travaux de renforcement et d'extension des réseaux d'eau potable à réaliser, dresser un état de fonctionnement de chaque système de chloration et identifier les propositions pour les réhabiliter et enfin préparer la mise en place de la Gestion Intégrée de la ressource en eau.

L'ensemble de ces travaux sera lancé début 2024.



- ✿ 50 jeunes participants à la colonie de vacances
- ✿ 2 organisations de jeunes accompagnées sur la durée pour développer leur capacité d'action
- ✿ 314 jeunes dont 188 filles sensibilisés aux enjeux du numérique
- ✿ 25 jeunes formés au numérique et à la création de contenus

Le rôle du PAR dans ce projet

Le PAR a un rôle déterminant dans la formulation des stratégies, de la méthodologie de mise en œuvre et du suivi des activités de l'AOC-MS et celles relatives au renforcement organisationnel et institutionnel (ROI) des (OSC).

Projet inscrit dans le cadre de la CP-ACTIF, Moundou Leci vise l'inclusion des plus vulnérables avec un focus spécifique sur les jeunes hommes et jeunes femmes éloignés des espaces de prise de décisions. Et ce, pour un ancrage territorial via une collectivité locale, et le souci du développement territorial intégré.

Après 18 mois de mise en œuvre, le projet a identifié les leviers et les freins à l'inclusion des couches défavorisées au travers d'une étude socio-anthropologique. L'équipe a également complété cet outil par une cartographie des organisations des jeunes, cela pour mieux les connaître.

Moundou Leci avec l'aide de son partenaire l'ATNV, a organisé en 2023, plusieurs actions dans le domaine socio-éducatif : campagne de sensibilisation sur la participation citoyenne par le théâtre forum, tournoi sportif pour mettre en avant le vivre ensemble, ou encore une

colonie de vacances un peu particulière qui a réuni 50 jeunes âgés de 15 à 18 ans. Cette colonie animée avec les outils de l'éducation populaire, a accompagné ces jeunes pendant une semaine pour à la fois leur proposer des activités culturelles (découverte de la photographie et de la radio) mais aussi des actions citoyennes avec une formation sur le reboisement ou encore des échanges débat portant sur l'engagement.

Dernière action phare de l'année, après une sensibilisation de masse dans les établissements scolaires et au sein des organisations de jeunes, ID a animé une formation auprès de 25 jeunes sur les enjeux d'inclusion numérique. Ces jeunes intégrant ce qu'on a appelé le groupe des civic tec a maintenant pour défi de produire des contenus numériques sur des questions citoyennes qui les concernent.

A venir en 2024 une initiative importante de mobilisation des jeunes, acteurs culturels et organisations autour d'un projet d'aménagement urbain. Soyez attentifs !

MADJILEBÉ

Volet du programme RésisTerre



Le rôle du PAR dans ce projet

Le rôle du PAR dans ce projet se concentre sur les apports techniques de l'équipe du projet dans la mise en œuvre des activités concernant le renforcement organisationnel des 8 associations membres de l'UFEP ; cela passe par l'appui à l'équipe pour la mise en place de la méthodologie, l'appui au suivi, et à la capitalisation du processus avec les associations. En parallèle le PAR appuie le chargé d'accompagnement à la mobilisation sociale sur le volet AOC-MS concernant les acteurs de la forêt de Koutou.

Dans le cadre de ses activités, le projet s'est donné deux objectifs : renforcer les organisations féminines dans leur compréhension et leurs capacités d'action autour des enjeux de résilience climatique et appuyer ces mêmes organisations dans le développement de leurs activités environnementales et économiques. L'Union des Femmes pour la Paix et ses associations membres partenaires du projet sont amenées à jouer un rôle déterminant dans ce contexte.

L'année 2023 sur Madjilebé a tout d'abord été marquée par la vulgarisation des informations liées aux enjeux climatiques.

Pour ce faire, les acteurs de la société civile ont été for-

- ✿ 58 membres de l'UFEP renforcés dans le domaine de la résilience climatique
- ✿ 8 associations membres de l'UFEP accompagnées dans leur structuration et leurs capacités d'action en matière de résilience climatique
- ✿ 961 personnes sensibilisées autour des enjeux de lutte contre la déforestation dans les quartiers de Moundou et en proche zone rurale.
- ✿ 2 initiatives de reboisement accompagnées et 3 pépinières soutenues
- ✿ 34 actrices de la filière cuiseurs économes accompagnées

més sur de nombreuses thématiques : restauration des sols, production de pépinières, production de biocombustibles, gestion concertée de la forêt...

153 personnes ont également pris part aux 5 restitutions organisées par ID autour du diagnostic de vulnérabilités climatiques. Ce diagnostic, mené au premier semestre de l'année, a permis d'identifier les enjeux à venir : la région de Moundou se verra confrontée à l'avenir à des chaleurs extrêmes, des périodes de sécheresse intense accompagnées en parallèle de pluies violentes en saison des pluies. Faire prendre conscience de la situation, imaginer des mécanismes d'adaptation s'appuyant sur les pratiques des populations ont été les enjeux de ces restitutions.

En parallèle le volet forêt du projet a pris de l'ampleur avec la cartographie de 9 espaces forestiers pour identifier le potentiel de préservation mais aussi de gestion durable des ressources forestières de la zone. 3 pépinières ont été dotées en équipement pour la production de plants fruitiers et forestiers, en vue de futures actions de reboisement.

Enfin le programme a appuyé la production de biocombustibles avec l'équipement de nouvelles machines permettant d'améliorer et d'accélérer le processus de fabrication et le développement d'un foyer mixte utilisant les briquettes de biocombustibles fabriquées à partir de coques d'arachide.

La gestion intégrée de la ressource en eau, une manière de prendre en compte les enjeux climatiques

Le Tchad constitue le pays le plus vulnérable au monde face aux effets du changement climatique selon l'indice ND-GAIN. Sécheresses accrues, pluies violentes, extrême chaleur, feux de brousse, tout cela pèse lourd sur les ressources naturelles et notamment la ressource en eau.

Pour répondre à ce constat, le projet Man Madjibé vise une utilisation durable des ressources en eau. A cet effet, le projet a développé une approche GIRE – gestion intégrée de la ressource en eau.

Pour commencer le travail, des études anthropologique et hydrogéologique ont été menées dans le cadre de la mise en place de la GIRE dans les 4 localités où intervient le programme, afin de s'assurer de la disponibilité de la ressource et d'éviter tout risque de surutilisation mais aussi pour mieux comprendre les modes de gestion actuels et les freins socioculturels qui existent autour de cette ressource.

Dans la zone d'intervention, les tensions entre éleveurs et agriculteurs sont fréquentes, tensions dues notamment à une raréfaction de la ressource mais aussi à une gestion inéquitable des ressources naturelles (eau et terres). Pour répondre à cette problématique, le projet compte mettre en place des plans locaux d'utilisation concertée et partagée des ressources en eau, ce qui permettra également d'améliorer la résilience de ces populations face aux effets du changement climatique. Le projet accompagnera les communautés dans des actions favorisant cette GIRE.

De plus, l'utilisation des énergies renouvelables est encouragée, notamment par le biais de l'installation de systèmes photovoltaïques pour le pompage sur les systèmes d'eau potable en substitution des groupes électrogènes.



En 2023 capitaliser sur notre expérience : le contrat de performance dans le secteur de l'éducation

Pendant 5 ans, entre 2017 et 2022, ID a mené avec son partenaire PADIESE le projet PAQEPP portant sur l'amélioration de la qualité de l'éducation au Tchad. Cela a été l'occasion d'intégrer une nouvelle approche basée sur les performances dans le système éducatif.

Source d'engagement et de mobilisation, le contrat de performance est une démarche pédagogique qui s'inscrit dans l'amélioration de la qualité de l'éducation de l'école à travers l'engagement des acteurs de l'école (directeur et enseignants). A cette fin, l'école définit des priorités, sous forme d'objectifs pédagogiques à atteindre au cours de l'année scolaire.

Afin d'aider l'école à atteindre ses objectifs, elle est appuyée par des partenaires : l'inspection pédagogique, le centre de formation continue des enseignants.

Dans le contrat, chaque acteur s'engage, en fonction de ses moyens respectifs, à donner à l'école les moyens d'atteindre les objectifs d'amélioration de la qualité de l'éducation qu'elle s'est fixés :

- Améliorer le fonctionnement de l'école (gestion, planification, ...) ;
- Améliorer la formation des enseignants ;
- Améliorer les résultats scolaires des enfants.

C'est un complément aux actions de formation pour les directeurs et pour les enseignants (journées pédagogiques, mini-stages...), aux suivis et supervision pédagogiques, à la mise à disposition d'outils et supports pédagogiques. Il fait l'objet d'une signature officielle avec des engagements formalisés devant tous les acteurs de la chaîne éducative.

Le contrat de performance a contribué au renforcement de capacité des enseignants et directeurs d'écoles et de ce fait à l'amélioration de la qualité des cours et de la collaboration entre tous les acteurs de la chaîne éducative. Il a également permis d'améliorer le suivi de proximité et régulier, la préparation régulière des cours, et l'assiduité des enseignants et élèves.

Ces résultats peuvent s'expliquer en particulier par le côté très participatif de l'élaboration du contrat de performance mais aussi par la responsabilisation de chacun et par le système de suivi, orienté vers l'encouragement et non la sanction.

ID a donc produit en 2023 deux documents de capitalisation pour faire connaître cette expérience et donner les clés à tous ceux qui seraient intéressés pour reprendre la méthodologie déployée.



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2023

RAPPORT FINANCIER

FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

UNE ANNÉE DE CONSOLIDATION DE L'ACTIVITÉ

- Le budget d'ID de 6,2 millions € est en légère augmentation (+ 6 %) par rapport à 2022, pour traduire le maintien, voire la bonne tenue de l'activité.
- Le résultat net déficitaire de 48 mille € (0.8%) n'est pas significatif et ne remet pas en cause le modèle économique d'ID en 2023. Cependant il ne permet pas non plus de renforcer les fonds propres de l'association.

HAÏTI, toujours première zone d'intervention d'ID avec une activité cette année de 1,6 millions €. Le Tchad vient ensuite (1,2 millions €) puis le Congo (0,8 millions €) et les Comores (0,5 millions €)

15% DE L'ACTIVITÉ 2023 mis en œuvre par nos partenaires en Haïti, aux Comores, au Bénin, au Burkina Faso, au Sénégal et au Congo

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION 2023

ORIGINE DES RESSOURCES

Les ressources de l'exercice (6,2 millions €), en légère augmentation par rapport à 2022, confirment la continuité des programmes en cours, mais aussi le développement de nouvelles actions.

Les subventions et autres concours publics sont toujours et de loin la première ressource d'ID. Ainsi en 2023, les bailleurs institutionnels représentent 82.7% des ressources encaissées, au premier rang desquels figurent l'Union européenne et l'Agence Française de Développement. Puis viennent la Région Nouvelle Aquitaine, les syndicats et agences régionales de l'eau, Grand Poitiers et la ville de Poitiers.

Les contributions de partenaires privés (principalement des fondations, françaises ou étrangères) continuent d'augmenter et viennent cofinancer les programmes à hauteur de 4,6% des ressources encaissées.

Les fonds issus de la générosité du public représentent 1,4 % du total des ressources encaissées.

Les autres produits (ressources générées par les prestations de services principalement) sont en légère baisse et représentent 11,3 % des ressources encaissées.

PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	2023			2022		
	total	%	Dont générosité du public	total	%	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE						
1 - PRODUITS LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	87 110	1,4%	87 110	111 115	2,2%	111 115
1.1 Cotisations sans contrepartie	1 220		1 220	1 290		1 290
1.2 Dons, legs et mécénat	77 768		77 768	105 139		105 139
1.3 Autres produits liés à la générosité du public	8 141		8 141	4 686		4 686
2 - PRODUITS NON LIÉS À LA GÉNÉROSITÉ DU PUBLIC	6 059 041	98,6%		5 684 710	97,8%	
2.1 Cotisations avec contrepartie						
2.2 Parrainage des entreprises						
2.3 Contributions financières sans contrepartie	-218 229			96 260		
2.4 Autres produits non liés à la générosité du public	683 931			1 029 343		
SUBVENTIONS ET AUTRES CONCOURS PUBLICS	5 071 961			4 956 088		
REPRISES SUR PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS	84 920			4 015	0,1%	
TOTAL	6 146 151	100,0%	87 110	5 796 826	100,0%	111 115
CHARGES PAR DESTINATION						
1 - MISSIONS SOCIALES	5 472 943	88,4%	77 568	5 097 217	89,0%	113 442
1.1 Réalisées en France	64 340		912	55 397		1 233
- Actions réalisées par l'organisme						
- Versements à d'autres organismes agissant en France						
1.2 Réalisées à l'étranger	5 408 603		76 656	5 041 821		112 209
- Actions réalisées par l'organisme	4 582 598		64 949	4 344 079		96 680
- Versements à d'autres organismes agissant à l'étranger	826 005		11 707	697 742		16 529
2 - FRAIS DE RECHERCHE DE FONDS	49 605	0,8%	703	52 207	0,9%	1 162
2.1 Frais d'appel à la générosité du public	49 605		703	52 207		1 162
2.2 Frais de recherche d'autres ressources						
3 - FRAIS DE FONCTIONNEMENT	652 105	10,5%	9 242	541 888	9,6%	12 296
4 - DOTATIONS AUX PROVISIONS ET DÉPRECIATIONS	19 616			30 378		
5 - IMPÔT SUR LES BÉNÉFICES	0			9 638		
TOTAL	6 194 259		87 514	5 731 329		126 900
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-48 118			64 496		

DESTINATION

Près de 9 euros sur 10 restent consacrés aux missions sociales de l'association grâce à notre effort permanent de maîtrise des dépenses de collecte de fonds (moins de 1% des emplois) et de fonctionnement (10% des emplois).

Ces missions sociales sont très largement réalisées à l'étranger (5,4 millions d'euros dont 0,8 millions versés à des organisations partenaires). Les actions réalisées en France représentent 0,6 million d'euros

3 millions de ressources non utilisées en 2023 sont reportées en produits constatés d'avance sur 2024.

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

La contribution des bénévoles apportant leur appui et leur expertise à ID est évaluée à 52 mille €, soit 0,9 emploi ETP (équivalent temps plein). Cet appui bénévole est principalement dédié au fonctionnement de la structure.

BILAN ET POLITIQUE DE FONDS ASSOCIATIFS

L'actif immobilisé est constitué principalement par les locaux du siège de l'association à Poitiers ainsi que ceux de locaux à Port au Prince (Haïti), dont ID est propriétaire. A noter en 2023 une augmentation de près de 50 mille euros en raison des travaux d'aménagement et d'isolation réalisés dans les locaux du siège de Poitiers.

Les dettes financières sont en forte diminution du fait du remboursement progressif du Prêt Garanti par l'Etat de 240 000 € souscrit en 2020. Elles s'élèvent à 37 169 € euros à la clôture.

Le niveau de trésorerie baisse par rapport à l'an dernier, mais reste élevé (+2,5 millions €), directement corrélé au niveau des avances bailleurs reçues. Ce montant ne reflète pas cependant les variations importantes subies au cours de l'exercice.

Les fonds associatifs de 778 961€ baissent légèrement à la clôture. Le ratio Fonds associatifs/Total Produits d'exploitation est de 45,6 jours d'activité, en deçà de l'objectif de 50 jours fixé par le conseil d'administration. Cette

baisse des fonds associatifs résulte d'une part du déficit de 48 118 € de l'exercice, mais également du report en 2024 de l'obtention d'un prêt bancaire (40 000 €) prévu pour financer les travaux réalisés au niveau du siège en 2023.

LE MODELE ECONOMIQUE D'ID

Comme pour la majorité des ONG de développement, le modèle économique d'ID se caractérise par l'importance des subventions et autres concours publics.

Les fonds issus de la générosité du public ne représentent qu'un faible pourcentage du budget mais ont un rôle essentiel pour financer certaines actions spécifiques, pour compléter certains plans de financement et pour contribuer à l'équilibre financier de l'association.

Même si nous veillons à une réelle sobriété de notre fonctionnement et de notre collecte de fonds, notre action sur le terrain ne serait pas possible sans le soutien de nos donateurs particuliers. Nous les remercions chaleureusement.

L'équilibre économique de l'association repose enfin de façon significative sur des ressources propres, au premier rang desquelles figurent les produits générés par des prestations (accompagnement, évaluations, maîtrise d'ouvrage déléguée, ...) confiées aux experts d'ID. Ces missions sont en même temps l'occasion pour les équipes d'ID de développer leur expertise.

ACTIF			PASSIF		
	Net 2023	Net 2022		Net 2023	Net 2022
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	2 189	0	Réserves et report	827 079	762 584
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	144 569	94 210	Résultat net de l'exercice	-48 118	64 496
IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 913	6 876			
ACTIF IMMOBILISE	151 671	101 086	FONDS ASSOCIATIFS	778 961	827 080
			Provisions pour risques et charges		46 262
CRÉANCES	1 970 905	1 372 715	DETTES FINANCIERES	37 169	42 925
DISPONIBILITÉS	2 465 987	3 493 866	AUTRES DETTES	3 672 585	3 965 008
ACTIF CIRCULANT	4 436 892	4 866 581	TOTAL DETTES	3 709 754	4 007 933
Comptes de régularisation actif	1 069	622	Comptes de régularisation passif	99 848	87 015
TOTAL ACTIF	4 589 632	4 968 289	TOTAL PASSIF	4 589 632	4 968 288

RÉPARTITION PAYS 2023

HAÏTI 31%
TCHAD 23%
CONGO - GABON 15%
SÉNÉGAL
BURKINA FASO 10%
MADAGASCAR
COMORES 10%
BENIN 10%
FRANCE 1%

TRANSPARENCE FINANCIÈRE

- Les comptes d'ID sont audités et certifiés chaque année par notre Commissaire aux Comptes, le cabinet KPMG.
- L'association ainsi que les programmes menés font régulièrement l'objet d'audits organisationnels et financiers externes spécifiques, mandatés par nos bailleurs de fonds institutionnels.
- Un comité d'audit interne composé d'administrateurs et de bénévoles qualifiés est également mandaté pour améliorer de manière permanente les procédures de contrôle interne et évaluer les risques financiers, juridiques et opérationnels de l'association.
- Les comptes d'ID ont été établis selon le règlement comptable ANC n°2018-06 du 05 décembre 2018.